



Ojectifs du développement durable (odd) & éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ecsi)

Quelles mobilisations pour quels changements ?

Restitution du parcours d'animation/formation
organisé par Educasol de mai à juillet 2019

EDUCASOL

Educasol est la plateforme française d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI). Elle a été créée en 2004 et rassemble actuellement 25 acteurs associatifs à vocation régionale ou nationale, des campagnes nationales ainsi que des personnalités qualifiées.

Dans le cadre de son projet O.P.E.I.R.A. Educasol s'est structurée autour de 3 fonctions : une fonction d'Observatoire de l'ECSI permettant de promouvoir les acteurs et les pratiques d'ECSI, une fonction de Laboratoire favorisant les démarches innovantes d'ECSI et une fonction de Think Tank facilitant l'impulsion de l'ECSI dans le débat public et au sein de la société civile.

Le parcours ODD/ECSI répond à la troisième fonction tout en contribuant par le partage d'expérience qu'il a suscité et la mobilisation de son Conseil Scientifique aux deux autres fonctions.

PRÉSENTATION DE L'ECSI

La charte d'Educasol présente l'ECSI comme une démarche sociale et politique s'appuyant sur un processus pédagogique qui se déroule tout au long de la vie. Son objectif est de permettre à chacun de comprendre les mécanismes d'interdépendance et d'exclusion dans le monde ; de prendre conscience de l'importance d'une démarche citoyenne ayant pour but de favoriser une solidarité entre les territoires, les générations, les groupes sociaux... et d'agir pour la construction d'un monde solidaire.

L'ECSI implique une vision de l'action qui est émancipatrice, pédagogique, politique et interculturelle.

Elle favorise une approche par les droits et les devoirs : elle encourage à exercer sa citoyenneté dans tous ses droits et obligations vis-à-vis de la société.

Du mois de mai au mois de juillet 2019, Educasol a organisé un parcours d'animation-formation structuré autour de 5 temps et consacré à l'interaction entre Objectifs du Développement Durable et Education à la Citoyenneté et à la Solidarité internationale. Trois angles d'analyse ont été prioritaires : culture et universalité, transversalité et territoire, et enfin la question du changement.

Ce parcours a permis d'initier un processus permettant aux participants de :

- Penser leurs actions d'ECSI,
- Se penser eux-mêmes à partir de leurs actions et organisations,
- Penser les autres autant que possible en évitant la projection de soi
 - Questionner la relation avec les bailleurs,
- Construire une représentation commune des ODD et identifier les conditions qui en permettraient un meilleur usage

L'étendue des thématiques abordées a favorisé l'émergence de questionnements d'intérêt commun qui mériteraient un travail en collectif approfondi.

**Cette publication regroupe
l'ensemble des documents
produits dans le cadre
des 3 journées du parcours
et lors de la séance conclusive.**

**L'apéro débat d'ouverture
a fait l'objet d'une publication
spécifique.**

> Voir sur www.educasol.org

Un partage d'expérience qui s'appuie sur la démarche proposée par :



Les fiches d'expériences sont construites à partir du modèle proposé par RESOLIS. Ce modèle est expérimenté en appui à la démarche de capitalisation portée par l'Observatoire et le Laboratoire de l'ECSI initiés par Educasol. Ces fiches sont des documents propres à Educasol et n'ont pas fait l'objet d'une validation par RESOLIS.

Fondée en 2010, l'association RESOLIS s'est donnée comme missions l'analyse, la capitalisation, la diffusion et la promotion de pratiques de terrain à visée sociale et/ou environnementale qui ouvrent les chemins d'une transition. RESOLIS a développé une méthodologie fondée sur le recueil de données et de pratiques à l'échelle des territoires, qui s'appuie sur plusieurs outils : un observatoire dans lequel sont publiées des données factuelles recueillies auprès des acteurs de terrain par des étudiants d'université ou de grandes écoles et un Journal RESOLIS qui édite des numéros spéciaux thématiques et géographiques.

www.resolis.org

LES PARTICIPANTS

Les 5 temps cumulés du parcours ont mobilisé 43 personnes représentant 21 associations et deux institutions publiques :

Agence pour la promotion des ODD, Centre Gaïa, Demain nos enfants, Educasol, Festisol, France Volontaires, L'eau est le pont, Ligue de l'enseignement, RESACOOP, RITIMO, Secours Catholique Caritas France, Starking Block, Tawaangal pastoralisme Agence Française de Développement, Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire

6 associations ont partagé leur démarches d'ECSI et produit des notes ou des fiches d'expérience.



Deux Intervenants, membres du Conseil Scientifique d'Educasol, ont animé le parcours, présenté des contributions et réalisé des notes de synthèse en ouverture de chacune des journées :

- Sophia MAPPA, Professeur honoraire des Universités, Consultante internationale, Psychanalyste, Directrice du Forum de Delphes jusqu'à 2009.
Auteur de « *Le changement social. La cité grecque interpelle les politiques occidentales* », L'Harmattan, 2018.
- Jacques OULD AOUDIA, Economiste au ministère des Finances jusqu'en 2011, Président de l'ONG Migrations & Développement.
Auteur de « *SUD ! Un tout autre regard sur la marche des sociétés du Sud* », L'Harmattan, 2018.

Sommaire

LES CINQ TEMPS DU PARCOURS

PARTIE 1 ODD/ECSI ET LA QUESTION DE L'UNIVERSEL ET DE LA CULTURE

- Synthèse de la journée | *Sophia Mappa* P 03
- Témoignage de *Frédéric Violeau* (Docmonde | Lumière du Monde) P 04
- « Soutenir des films qui portent un point de vue autochtone » P 05
(fiche d'expérience | auteur : *Frédéric Violeau*)
- Témoignage de *Robin Naël* (Migrations & Développement) P 08
- « Jeunes des 2 Rives engagés dans une citoyenneté ouverte sur le monde » P 11
(fiche d'expérience | auteur : *Robin Naël*)

PARTIE 2 ODD/ECSI ET LA QUESTION DE LA TRANSVERSALITÉ

- Synthèse de la journée | *Jacques Ould Aoudia* P 15
- Témoignage de *Cyndi Fournier* (e-graine) P 16
- « Un univers citoyen » (fiche d'expérience | auteur *Cyndi Fournier*) P 18
- Témoignage de *Carole Coupez* (Solidarité Laïque) : P 20
« La notion de transversalité d'un point de vue organisationnel
et opérationnel avec l'ODD 4 comme axe pivot de l'ensemble
des activités portées par Solidarité Laïque.

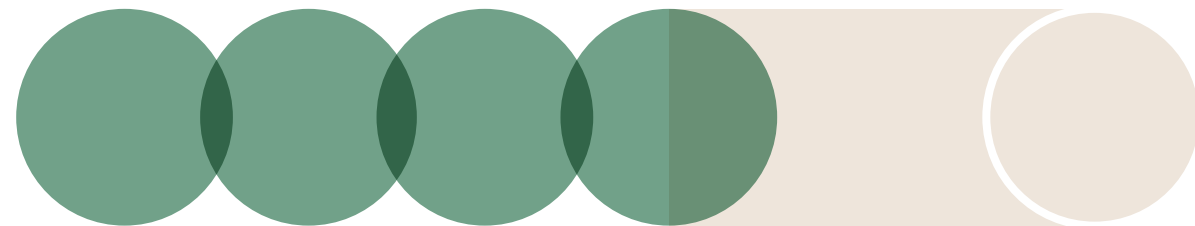
PARTIE 3 ODD/ECSI ET LA QUESTION DU CHANGEMENT

- Synthèse de la journée | *Sophia Mappa* P 29
- Témoignage de *Anita Oustalet Madavane* (RADSI Nouvelle Aquitaine) P 31
- « Pour des jeunes auteurs et acteurs de leur citoyenneté mondiale solidaire » P 34
(fiche d'expérience | auteur *Anita Oustalet Madavane*)
- « Le WECSI et la SECSI pour former des animateurs et animatrices en ECSI » P 37
(fiche d'expérience | *Erika Girault* | FADM)

PARTIE 4 CLÔTURE DU PARCOURS

- Au fil du parcours, les acteurs de l'ECSI ont amorcé la construction P 41
d'une vision partagée des ODD | *Anne Kaboré Leroy* (Educasol)
- Ce que nous avons appris, échangé, partagé pendant ce parcours P 42
articulé autour des ODD et des pratiques de nos différents organisations
Jacques Ould Aoudia
- Les questions à reprendre dans l'avenir | *Sophia Mappa* P 44

RÉFÉRENCES CITÉES DANS LE PARCOURS



Les 5 temps du parcours

DÉCONSTRUIRE L'IMAGINAIRE COLLECTIF SUR LES ODD ET INTRODUIRE DE LA CONFLICTUALITÉ POLITIQUE

Les ODD et le texte introductif de la résolution adoptée par l'ONU en septembre 2015, l'Agenda 2030 « Transformer notre monde », sont devenus un cadre de référence mondial. Un consensus semble se dégager sur le changement de paradigme qu'ils impulsent (le passage d'une approche Nord/Sud à une dimension « universelle »), leur capacité à favoriser la transversalité des approches en termes d'enjeux et d'acteurs (l'ensemble du champ social est concerné), leur dimension structurante dans l'approche d'un changement souhaité par la communauté internationale (ce sont des objectifs mais aussi des outils de mesure).

Pour ces raisons, les acteurs de l'ECSI, sont largement mobilisés sur les ODD. Pourtant ils partagent le besoin de décrypter et questionner ces repères adoptés par l'ensemble de la communauté internationale. Par ailleurs les ODD ne sont pas en eux même dotés d'une valeur pédagogique ou transformative. Ce sont les démarches animées, entre autres par les acteurs de l'ECSI, qui peuvent leur conférer ces valeurs. Mais de quelles manières ? A quelles conditions ?

Au-delà de faire la promotion des ODD auprès de leurs publics, quelles approches critiques des ODD et des démarches éducatives associées, renforceront les acteurs de l'ECSI et leur contribution aux changements ?

Ces questions ont été abordées de manière itérative au cours de 5 temps de rencontre.

Apéro-débat d'ouverture : ODD et Agenda 2030 : au-delà du consensus quelle approche critique ? Comment passer du cadre imposé à la polémique constructive ? - 7 mai.

Intervenant : **Xavier RICARD LANATA**. Ethnologue et philosophe. Directeur des partenariats internationaux au CCFD-Terre Solidaire de 2008 à 2014. Actuellement conseiller à l'Agence Française de Développement sur la question du lien social.

Discutante : **Véronique MOREIRA**. Personnalité Qualifiée - Educasol

Journée 1 : Universel et Culture : sens des mots, pratiques de terrain - 24 mai

Animé par **Sophia MAPPA** avec les contributions de Doc Monde et Migrations et Développement
Y a-t-il tension entre universalité et culture ? La culture est abordée comme la capacité de chaque société à créer

du sens sur soi, sur les autres et sur le monde. Comment les ODD prennent, ou pas, en compte la place de la culture dans la dimension universelle du changement dans laquelle ils s'insèrent ? Comment dans la construction et la mise en œuvre de leur projet pédagogique, les acteurs de l'ECSI prennent-ils en compte cette dimension ?

Journée 2 : Transversalité, territoires et acteurs : processus d'élaboration des projets et dynamiques d'acteurs - 13 juin

Animé par **Jacques OULD AOUDIA** avec les contributions de e-graine et Solidarité Laïque

La transversalité des enjeux, des acteurs et des territoires est constitutive de l'ECSI. Dans cette perspective, les ODD sont un terrain favorable du fait qu'ils sont qualifiés d'indivisibles, qu'ils favorisent la reconnaissance de la dimension planétaire des enjeux environnementaux et de développement et qu'ils incitent à travailler en partenariat. Comment les acteurs articulent-ils ce cadre général des ODD avec les dynamiques dans lesquelles ils sont impliqués sur les territoires ? Comment cette articulation joue-t-elle dans les processus d'élaboration d'un projet, sa mise en œuvre et sa restitution ? L'ECSI permet-elle d'interroger/faciliter la mise en œuvre ODD sur un mode transversal, d'éviter l'effet silo, chacun étant spécialisé sur « son ODD » ?

Journée 3 : Le changement : sens, conditions, mécanismes - 27 juin

Animé par **Sophia MAPPA** avec les contributions du RADSI Nouvelle Aquitaine et de la FADM

La référence au changement est centrale dans l'agenda 2030 et pour les acteurs de l'ECSI. Mais de quels changements parle-t-on, et du changement de qui ? Des autres ou/et de soi ? En quoi les ODD et les démarches éducatives qui leurs sont associées ont une portée transformative ? Quelles réflexions sur les conditions du changement - dimension endogène du changement, prise en compte de la temporalité, gestion des tensions et résistances au changement... - devraient s'appropriier les acteurs de l'ECSI afin de s'assurer d'y contribuer réellement ?

Séance conclusive - 4 juillet

Identification des enseignements et questionnements tirés de ce parcours.



Synthèse de la journée PAR SOPHIA MAPPA

Cette journée avait pour objet de se saisir des ODD pour penser nos actions, nous penser et penser les Autres.
Par exemple, que signifient les termes universalité, culture, citoyenneté, éducation à la citoyenneté, solidarité, etc. en Europe, au Maghreb, en Afrique, en Chine, etc. ?

1. Le sens de l'universalité. Dans l'histoire occidentale le terme d'universalité signifie la valeur universelle de la culture occidentale et la nécessité des autres sociétés de la planète de se conformer à cette culture dans tous ses aspects : système économique (le capitalisme), politique (la démocratie), normes et valeurs, institutions, pratiques sociales, etc.

2. La résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU sur les ODD est une expression dense de cette conviction. Les objectifs, les références culturelles, les catégories intellectuelles sont issus de la culture occidentale.

3. La culture est un fait universel. En dépit des affirmations de certains philosophes européens (Hegel par exemple), il n'y a pas de société, de communauté ou de groupe sans culture. Mais il n'y a pas de culture universelle.

4. Le sens de la culture. La culture de chaque société contient des représentations du monde et de ses origines, de soi et d'autrui, ainsi que son histoire et ses traditions, ses institutions, ses pratiques récurrentes.
Le sujet étant complexe et le temps limité, nous avons abordé quelques bribes de la question des représentations.

À titre d'exemple :

Les différences du sens et des pratiques du patriarcat au Maroc et en France à partir du cas de Migrations & Développement.

Les difficultés de produire des documentaires en Afrique à partir du cas de Doc Monde.

Proposition de questions à discuter ultérieurement :

a) Quel est le sens du patriarcat en France et au Maroc ?

b) La thèse suggérant l'universalité des émotions.

Si les émotions sont un fait universel, leurs causes sont-elles identiques ici et là ? Ont-elles le même sens partout ? Par exemple, est-on en colère pour les mêmes raisons et de la même manière en France, au Burkina Faso ou en Grèce ?

c) Les émotions créent-elles du lien social et, a fortiori, du lien social universel ? La colère, les frustrations, la victimisation, etc. qui montent en puissance en France

comme ailleurs, sont-elles capables de créer du lien social, ou au contraire sont-elles facteur de division ?

5. Les cultures ne sont pas monolithiques. A l'intérieur de chaque culture, il y a création de perceptions diverses. Mais ces perceptions diverses discutent entre elles en utilisant les mêmes significations sociales.

Quand nous parlons des immigrés, Marine Le Pen et moi nous discutons des mêmes représentations (l'altérité, la solidarité) mais avec des points de vue différents.

6. La culture n'est pas un champ à part, comme le suggère le texte des ODD. Elle informe l'ensemble des activités humaines : l'économie, le politique, le social, la famille, la construction de l'individu et du collectif, l'éducation, la santé, etc.

Par exemple, les valeurs occidentales de liberté individuelle de penser et d'agir par soi-même, sans se référer à une puissance surnaturelle, celle de créer (des œuvres, des richesses) etc. sont aux fondements aussi bien du capitalisme que de la démocratie, de l'éducation et de la famille.

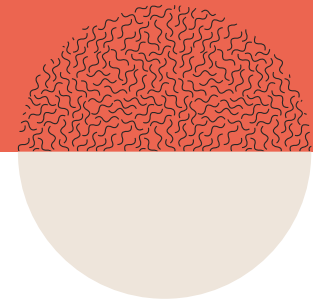
Le capitalisme est fondé sur des représentations qui ne sont pas universelles. Ont été évoquées brièvement la représentation et la signification sociale d'expansion illimitée, de travail salarié, de production et de productivisme, de domination de la nature, y compris humaine.

Deux exemples en particulier ont illustré ce point :

La signification du travail comme moyen de glorifier Dieu introduite en Europe au XVI^e siècle par Luther est une signification européenne, plus largement occidentale. Elle a contribué, entre autres facteurs, à forger l'idée du travail en tant que valeur. Elle contraste avec d'autres perceptions du travail qui est dévalué et a donné des formes comme l'esclavage qui domine dans plusieurs pays du monde qui ne connaissent pas le capitalisme même s'ils en sont dominés.

La domination de la nature, y compris de la nature humaine (comme la PMA) est une autre spécificité du capitalisme qui ne se retrouve pas dans les autres systèmes économiques du monde.

7. L'importance de la culture. Si la réflexion sur les cultures est importante, c'est que tous les individus viennent au monde dans des cultures instituées. Ils sont tous socialisés avec ces cultures qui sont imprimées sur leurs âmes dès leur venue au monde. De ce fait, il est difficile de changer un individu avec des cultures qui sont différentes de celle qu'il porte en lui. En effet, comment on désapprend ce qu'on a appris ? Voici la question du changement posée.



Première partie

ODD/ECSI ET LA QUESTION DE L'UNIVERSEL ET DE LA CULTURE

Le témoignage

DE FRÉDÉRIC VIOLEAU (DOCMONDE / LUMIÈRE DU MONDE)



1.

Dans le cinéma mondial, je distingue 2 tendances à l'universalisme :
soit l'utilisation de codes qui se voudraient compréhensibles par tous, et pour simplifier c'est Hollywood, le cinéma de distraction (entertainment) qui doit être universel parce que son marché est le monde ; soit le parti pris de la diversité culturelle, l'idée qu'une histoire locale peut résonner au niveau global.
Le parti pris de Docmonde/Lumière du monde étant de défendre les expressions locales (autochtones), nous nous inscrivons évidemment dans la deuxième tendance en faisant le pari que l'expression artistique rendra compréhensible à tous une histoire très locale.

2.

Ceci dit, il ne faut pas se baigner d'illusions. Dans notre pratique, nous constatons aussi des difficultés qui contredisent nos bonnes intentions :

- Le cinéma est une pratique culturelle occidentale qui n'est apparue en Afrique qu'à la fin des années 50, c'est-à-dire simultanément à l'arrivée de la télévision et ses programmes de flux. Il y a donc une question de regard, de culture cinématographique à interroger.
 - Le rapport nord/sud et anciens/jeunes : les encadrants sont du nord et des « anciens » tandis que les apprenants sont du sud et des jeunes...
- La puissance des logiques économiques et réglementaires : en cas de coproduction de films, la post-production (c'est-à-dire la finalisation des films, le moment où beaucoup de choses se jouent !) se fait en Europe afin de respecter des règles qui permettent d'obtenir des financements...
- La puissance des réseaux (marchés ?) même s'ils ne sont pas commerciaux : les festivals qui par leur « prestige » imposent une esthétique

3.

Quelques illustrations de ces difficultés :

- François Woukoache explique qu'il a dû finir le montage de son film « Ntarabana » seul car son monteur européen n'était pas d'accord avec lui sur des éléments d'esthétique comme la durée des plans...
- Le festival Ecrans Noirs de Yaoundé qui organise un symposium sur « l'essence du cinéma africain »
- Le film de Michael Andrianaly, « Nofinofy », de Madagascar et la relation du réalisateur avec le personnage principal, qui peut dérouter le public occidental...
- Une projection du film « Ouaga Girls » à Noisy-le-Grand qui révèle la nécessité d'accompagner le film, un travail de médiation pour que le regard des Européens accepte la différence. Un enseignant burkinabè n'est pas mauvais parce qu'il ne s'adresse pas à ses élèves comme le ferait un enseignant français...



La fiche d'expérience

DE DOCMONDE / LUMIÈRE DU MONDE : SOUTENIR DES FILMS QUI PORTENT UN POINT DE VUE AUTOCHTONE

Former des réalisateurs et producteurs de films documentaires de création dans les pays en développement. Permettre la réalisation de films d'un point de vue autochtone. Poser un cadre équitable à la coproduction audiovisuelle internationale.

AUTEUR

Frédéric VIOLEAU
Chargé de programmes
lumieremondediff@gmail.com



ORGANISME

Docmonde
300, route de Mirabel – 07170 Lussas



www.docmonde.org
www.facebook.com/Docmonde-126782377511770/

Nombre de salarié·es : 1 + 1
Nombre de bénévoles : 3
Nombre d'adhérents : 10

PROGRAMME

Date de démarrage : 2011

Formations annuelles :
Au moins un atelier par zone
et une rencontre professionnelle par
an ou tous les 2 ans

Lieu de réalisation :
7 zones : Afrique, Eurasie, Asie du sud-est,
Caraïbe, Océan Indien, Océan Pacifique,
Amérique du sud

Budget : entre 100 et 600K€/an

Financements :
Région Auvergne Rhône Alpes,
Union européenne,
Institut français,
fonds spécifiques audiovisuels et fonds locaux.



ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME

Le cinéma et l'audiovisuel sont des modes d'expression d'abord occidentaux, mais qui aujourd'hui incarnent et reflètent la mondialisation.

Un village en Ardèche, Lussas, est devenu pôle d'excellence du cinéma documentaire via un festival international et une école pour réalisateurs et producteurs.

Un premier programme international, Africadoc a été créé en 2002 par l'association Ardèche Images. En 2011, les activités d'Ardèche Images ont été transférées vers Docmonde créée spécifiquement. Les programmes se sont fortement développés.

Lumière du monde est une association créée aussi en 2011 pour regrouper des producteurs et des diffuseurs qui produiront les films développés via Docmonde, sous l'égide de la Charte de coproduction équitable.

Le postulat du secteur audiovisuel : une histoire très locale, très marquée par une culture spécifique, peut aussi être universelle !

OBJECTIFS DU PROGRAMME

Objectif général : développer le secteur du cinéma documentaire dans les pays émergents

Objectifs spécifiques :

- Former une nouvelle génération de professionnels
- Renforcer les compétences des professionnels en activité
- Contribuer à la production de films d'un point de vue autochtone dans un cadre équitable
- Promouvoir ces films et valider l'universalité du film local



ACTIONS MISES EN ŒUVRE

- Des formations initiales : Master de réalisation de films documentaires à Saint-Louis du Sénégal (2007 à 2017) et à Tamatave (Madagascar en 2015-2016) et Master de production à Saint-Louis du Sénégal (2014-2017)
- Des formations continues : ateliers de développement de projets de films et formation de producteurs
- Des rencontres professionnelles internationales
- Des projections publiques en Europe et dans les pays d'intervention

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Au total : 86 ateliers, 906 auteurs accompagnés, 34 rencontres professionnelles, 185 films professionnels et 90 films de fin d'études, 95 films en cours de production, des centaines de projections...

En Afrique :

Formation continue : 48 ateliers. 474 auteurs accompagnés, issus de 25 pays d'Afrique et 3 sessions de formation à la production avec 28 producteurs stagiaires de 14 pays.

Formation initiale : 90 films d'école réalisés à Saint-Louis. 77 étudiants (dont 30 femmes) de 18 pays d'Afrique.

Rencontres professionnelles : 5 Rencontres de coproduction. 95 films. 30 films en cours de production.

Projections : des dizaines, principalement à Saint-Louis du Sénégal

Pas de données précises sur l'impact qualitatif.

ORIGINALITÉ DU PROGRAMME

Le programme ne s'adresse qu'à des professionnels locaux, pas à des occidentaux qui voudraient faire des films dans les pays émergents. Cela afin d'encourager des films portant un point de vue autochtone.

Il ne se limite pas à la formation mais permet une première expérience professionnelle pratique par la réalisation des films.

La production de ces films est encadrée par la Charte de coproduction équitable qui rééquilibre les droits de propriété entre producteurs occidentaux et non-occidentaux.

PARTENARIAT(S) DÉVELOPPÉ(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME

La plupart des partenaires sont issus du secteur audiovisuel et non de la Solidarité internationale.

De nombreux partenaires sont dans les pays d'intervention, quelques structures, surtout en Afrique, créées spécifiquement en lien avec le programme Africadoc.

Des partenaires allemands et belges sont impliqués sur certains programmes.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en œuvre du programme :

- Le cinéma a une histoire très occidentale. La formation en Afrique était rare au début des années 2000. On « part de loin » avec des participants aux ateliers qui n'ont pas une grande culture cinématographique, qui ont plus des idées de sujets de films qu'une envie esthétique de cinéma.
- On a du mal à dépasser les clivages historiques des rapports Nord/Sud... Même si les bonnes intentions ont toujours prévalu et s'il a toujours été proclamé la volonté qu'un jour les Africains viennent filmer l'Europe, comme les Européens filment l'Afrique depuis longtemps, la démarche est stigmatisée par le fait que ce sont des formateurs européens qui interviennent en Afrique...
- La question de la coproduction équitable n'est pas si simple... La production audiovisuelle est une activité précaire en Europe, la distance entre les producteurs européens et les auteurs implique des efforts de communication constants, le rapport aux montants des financements peut poser problème.
- Les partenariats d'organisation sont aussi marqués par les clivages historiques des rapports Nord/Sud et par les questions d'argent. On peut se demander s'il ne s'agit pas plus de relation de prestation que de partenariat dans certains cas.
- Finalement, certains films valident le pari d'une histoire locale qui tend vers l'universel tandis que d'autres expériences sont marquées par une influence occidentale...

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

On n'a pas vraiment de solution... Il y a eu des expériences déplorables et d'autres formidables qui se poursuivent à long terme...

- Un master de réalisation a été créé à St Louis du Sénégal qui a permis de combler le manque
- Insister sur une démarche qui consiste à « aider le réalisateur à trouver son film » ; privilégier les encadrants africains
- Penser le partenariat dès le début, dans la conception même du programme avec plus de place laissée aux partenaires locaux mais aussi avec une vraie exigence professionnelle de gestion de projets.
- Avec l'expérience des premiers films, les réalisateurs sont de plus en plus en mesure d'imposer leur vision. Certains créent aussi leur entreprise de production pour s'affranchir autant que possible au niveau économique.

Améliorations futures possibles :

- Des ateliers plus fréquents
- Privilégier les encadrants locaux des ateliers et développer les rapports sud/sud
- Insister sur un accompagnement plus qualitatif que quantitatif des auteurs et des producteurs locaux
- Faire évoluer les modalités des partenariats : impliquer plus fortement nos partenaires locaux dans les décisions et les former à la gestion de projets
- Enfin un mouvement de fond est lancé qui va vers un rééquilibrage des relations nord/sud dans l'audiovisuel.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme :

Parier sur le qualitatif et assumer les processus de sélection.

Parmi les personnes formées, toutes ne vont pas devenir des réalisateurs/réalisatrices. Mais ceux qui vont y parvenir sont ceux qui auront réussi à acquérir un savoir-faire et à construire une culture cinématographique : ces deux éléments sont fondamentaux pour que la personne s'exprime de façon vraiment originale/singulière.

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

La question du point de vue des auteurs africains, de leur esthétique cinématographique (leur est-elle propre ou encore façonnée par l'enseignement européen ?)

L'économie de la production audiovisuelle en Afrique
Les partenariats Nord/Sud dans le secteur culturel

POUR EN SAVOIR PLUS

Budget annuel consolidé de Docmonde et ses partenaires : 500.000€

Budget annuel de Lumière du monde : 50.000€

Vidéo de présentation des programmes : www.lumieremonde.org



Le témoignage

DE ROBIN NAËL (MIGRATIONS & DÉVELOPPEMENT)



1. M&D, UNIVERSALISME, CULTURE

DES ORIGINES : UNE ASSOCIATION OUVERTE À TOUTES ET TOUS SUR LES DEUX RIVES

Migrations & Développement (M&D) est une association franco-marocaine créée en 1986 par des migrants pour mener des actions de développement dans les villages de leur région d'origine, l'Atlas et l'Anti-Atlas. M&D œuvre depuis à favoriser les échanges entre les deux rives de la Méditerranée en soutenant des projets de développement durable et solidaire.

Depuis les années 1960, la migration marocaine en Europe était traversée essentiellement par deux mouvements : (I) le mouvement dit des Amicales qui fut initié et soutenu par l'administration marocaine à travers les divers consulats, et (II) le mouvement contestataire qui s'inscrivait dans une logique d'opposition à l'administration et à toutes ses initiatives.

Une troisième voie va émerger avec l'initiative de création de Migrations & Développement en 1986, initiée par Lahoussain JAMAL, qui va essayer de structurer et donner un élan aux petites initiatives, menées par les migrants engagés auprès de leurs villages d'origine, sur leurs propres fonds et donations, pour des projets de développement local (eau potable, électrification, aménagement de routes rurales...).

Tout en étant une association mettant en avant les migrants en tant qu'acteurs de développement au sein de son projet associatif, M&D a su être ouverte à toutes et tous, migrants et non migrants, sans oublier son ouverture sur les milieux académiques et les diverses institutions marocaines, françaises et internationales. L'option fondatrice d'une association qui ne soit pas exclusivement portée selon une logique communautaire a donc été prise dès le début et a été maintenue jusqu'à aujourd'hui. On peut à cet égard parler d'un esprit universaliste (au sens où l'association s'ouvre à toutes les énergies, les compétences et les aspirations à la solidarité) initié dès 1986 et qui perdure aujourd'hui.

Le positionnement sur les deux rives de la Méditerranée, un marqueur fort de l'association, a renforcé cette conception « ouverte » et horizontale de la solidarité internationale. L'action des migrants est ainsi certes appréhendée sous le prisme de l'apport au niveau du territoire marocain, mais également en fonction des effets en France pour les migrants eux-mêmes. En quelque sorte, M&D met en pratique le passage des OMD aux ODD via la diaspora qu'elle mobilise et appuie, en dépassant l'approche Nord/Sud.

DIMENSION CULTURELLE, DÉSIR DE CHANGEMENT ET DÉVELOPPEMENT ENDOGÈNE

Préalablement à l'action, le positionnement de M&D est de penser le développement en tant que phénomène endogène, c'est-à-dire qui ne peut advenir que par les acteurs locaux eux-mêmes. Cela suppose de dépasser une conception « universaliste » du développement qui serait centrée sur des manques à combler (par exemple : d'eau, d'écoles, de services, de capitaux etc.), sans prendre en considération les contextes et dynamiques sociales propres à chaque territoire.

Ce postulat implique d'analyser des demandes venant des territoires et centrées sur un désir de changement prêt à se traduire en actes, au-delà des simples intentions. Ainsi, M&D adopte une approche consistant à faire jouer aux populations locales au Maroc et aux migrants qui les soutiennent le premier rôle, selon un chemin et un rythme qu'elles déterminent elles-mêmes.

Notre démarche consiste donc à soutenir les actions nouvelles dans toutes les dimensions du développement en nous appuyant sur la demande des acteurs les plus dynamiques sur le terrain en vue de leur extension ensuite à l'échelle du territoire. Dans ce cadre, la dimension culturelle, au sens de la capacité de chaque société à créer du sens sur soi, les autres et sur le monde, est prépondérante dans les actions qu'accompagne M&D.

2. LE PROJET JEUNES DES 2 RIVES, PRATIQUES ET DIFFICULTÉS/QUESTIONNEMENTS

› Pour le contexte et le résumé du projet Jeunes des 2 Rives, se référer à la fiche d'expériences.

INTRODUCTION : APPRÉHENDER LES DYNAMIQUES NATIONALES

La première difficulté dans ce type de programme transnational, mis en œuvre sur 3 pays, à savoir le Maroc, la Tunisie et la France, fut de prendre en compte et d'assumer les différences majeures en fonction des zones d'intervention. En schématisant, il existe en France une forte institutionnalisation des dispositifs publics à destination des jeunes. C'est moins le cas au Sud de la Méditerranée, qui se caractérise pourtant par une démographie jeune et un réseau actif d'organisations de jeunes qui irriguent la société civile. Le rapport des jeunes à leur Etat, aux institutions publiques diffère également de manière significative entre les trois pays.

Cette analyse ne présuppose pas l'impossibilité d'identifier des défis universellement partagés par toutes et tous, ou a minima qui puissent s'appliquer à la jeunesse méditerranéenne. Mais cela a institué un premier point de vigilance dans l'élaboration et la mise en œuvre du programme J2R.

DIVERSITÉ D'ACTEURS ET DE CULTURES INSTITUTIONNELLES

Un autre défi de taille qu'il a fallu relever dans le projet J2R fut la diversité des acteurs au sein du consortium. Migrations & Développement a développé une culture de travail empirique, basée sur l'expérience et « par tâtonnements ». Tout en menant des échanges de jeunes en France et au Maroc depuis de nombreuses années, elle n'avait finalement que peu formalisé sa démarche en ce sens.

Dans ce cadre, travailler en consortium avec des acteurs de culture institutionnelle différente fut un challenge au sein de J2R. Comment concilier et mener des projets communs entre acteurs de l'éducation spécialisée et de l'éducation populaire ? Comment mettre en synergie des associations marocaines et tunisiennes portées majoritairement par des jeunes bénévoles d'une part et des professionnels français d'autre part ?

Les conceptions mêmes de projets d'échanges entre les deux rives, leurs effets attendus sur les jeunes et les encadrants diffèrent en fonction de cette culture institutionnelle des organisations. Sans chercher à homogénéiser l'ensemble des pratiques, du temps, de la souplesse et de l'énergie sont nécessaires pour faire converger l'ensemble des parties prenantes vers un sens à donner au programme. Cette étape reste à consolider dans la phase 2 de J2R.

VALEURS PARTAGÉES ET APPLICATIONS DIFFÉRENTES

Un « socle commun » a été élaboré dès la formulation du projet autour de l'engagement solidaire, de la mobilité et de la rencontre de l'autre, au sein de la zone méditerranéenne, comme vecteurs puissants de l'exercice d'une citoyenneté active.

Mais derrière cet objectif finalement consensuel au sein des acteurs du projet se cachent des différences d'interprétation majeures qu'a relevé la capitalisation du programme : « la citoyenneté se décline tout à la fois au niveau local (espace où je peux agir), au niveau national (où j'inscris mon identité), et au niveau international (quelle est ma « géopolitique personnelle » dans le monde, alors que violences et drames humains enflamment notre grande région euro-méditerranéenne ?). Quel sens prend le mot de citoyenneté au Nord où elle est implantée de longue date mais présente des signes de fatigue et porte des germes d'exclusion, ou au Sud où elle est en construction ? La question de l'échelle se pose aussi pour la solidarité : échelle spatiale (solidarité avec les démunis au pied de ma maison ou solidarité avec les pauvres du bout du monde ? Et échelle en termes d'identités (solidarité universelle, ou solidarité communautaire, réduite à « qui me ressemble » ?). »

Un exemple parmi d'autres : la solidarité est mobilisée par les acteurs tunisiens du programme sous le prisme de l'accès aux droits sociaux car le concept « au sens large » est selon eux capté par des emprises communautaires religieuses. Au Maroc, le terme est plutôt mobilisé par rapport à une diminution observée de la solidarité traditionnelle, dans des territoires plus empreints de ruralité. Le sens des mots a alors toute son importance dans la mise en œuvre des pratiques de terrain qui en découle.

L'ENJEU DE LA RÉCIPROCITÉ

Mettre en pratique la réciprocité, qui apparaît dans de plus en plus de propositions de projets d'ECSI, n'est pas chose facile. Comme évoqué plus haut, les cultures institutionnelles façonnent nos conceptions de la mobilité : une organisation adoptant une approche clinique (qu'est-ce que l'échange peut apporter au jeune français que j'accompagne en tant qu'individu, jeune souvent en situation d'exclusion) va avoir des difficultés, de prime abord, à élargir sa grille de lecture aux demandes des partenaires de l'autre rive.

On peut considérer que l'universel commence à être appréhender au sein de J2R sous cet angle de la réciprocité : prendre conscience de ce que le Sud peut apporter au Nord, le Sud au Sud, le Nord au Nord si tant est que cette délimitation fasse encore sens. Essayer de traduire ce qu'il y a de « commun » dans les contextes spécifiques de chaque zone, a permis effectivement de dégager quelques pistes concrètes. Par exemple, le programme J2R a fait intervenir, auprès des encadrants français, des membres de la Rabita Mohammadia des Oulémas (RMO), institution marocaine dont la mission est notamment de promouvoir un Islam tolérant et ouvert. Cet espace de discussion et de réflexion s'est donc co-construit sur un double constat :

1. des enjeux communs partagés par certains jeunes des deux rives (ici le rapport à la religion)
2. la mobilisation possible de compétences marocaines directement en France.

Cette pratique ouvre un champ des possibles et de réflexion sur les apports mutuels concrets que peuvent s'apporter les deux rives de la Méditerranée, à condition de dépasser nos cadres conceptuels qui régissent encore trop souvent les rapports entre organisations du Sud et du Nord.

Et, en élargissant l'analyse, parmi les pistes possibles de J2R pour sa suite, peuvent figurer des réflexions communes sur des enjeux interdépendants (et universels ?) qui traversent la zone. La question essentielle de la soutenabilité de notre espace méditerranéen serait un terrain fertile pour concilier universel et applications concrètes localisées en fonction des dynamiques sociales de chaque territoire.



La fiche d'expérience DE M&D : JEUNES DES 2 RIVES ENGAGÉS DANS UNE CITOYENNETÉ OUVERTE SUR LE MONDE

Le projet Jeunes des 2 Rives (J2R) est un projet pilote d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale qui entend renforcer le pouvoir d'agir et les parcours d'engagement de jeunes de France, du Maroc et de Tunisie, notamment parmi celles et ceux qui subissent le plus les inégalités sociales et territoriales. Il vise à prévenir toutes formes de repli sur soi pouvant aller jusqu'à l'engagement dans l'extrémisme violent.

AUTEUR

Robin NAEL
Responsable Evaluation & Partenariats
robin.nael@migdev.org



ORGANISME

Migrations & Développement
42, Boulevard d'Annam - Bat 4
BPI86 - 13321 Marseille

www.migdev.org

Nombre de salariés : 24
Nombre de bénévoles : 30
Nombre d'adhérents : 45



PROGRAMME

Date de démarrage : avril 2017

Lieu de réalisation :
France, Maroc, Tunisie

Budget :
400 000 €

Financement :
Agence Française de Développement,
Fondation de France,
Fondation euro-méditerranéenne de soutien
aux défenseurs des droits de l'Homme,
Commissariat Général à l'Égalité des Territoires.



ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME

Le point de départ du projet est la volonté pour M&D de structurer une réponse aux attentats de 2015. L'association avait déjà une expérience considérable dans les projets et les échanges entre jeunes. Mais ce fut une nouveauté pour M&D que de mener un projet de cette envergure à la tête d'un consortium d'acteurs complémentaires : Solidarité Laïque (SL), la Ligue de l'Enseignement des Bouches du Rhône (LI3), ANRAS Solidarités, Trame de Vie (TDV) et Etudiants & Développement (E&D).

OBJECTIFS DU PROGRAMME

L'objectif global tel que défini dans la note projet initiale est le suivant :

« Accompagner la mobilisation des jeunes des 2 rives sur les enjeux du développement pour aller vers une citoyenneté solidaire et active dans un monde plus ouvert et plus juste »

Objectif spécifique 1 : Améliorer la compréhension des jeunes sur les enjeux du développement et de la citoyenneté internationale.

Objectif spécifique 2 : Susciter et soutenir les projets des jeunes, d'ici et de là-bas, en matière de solidarité internationale.

Objectif spécifique 3 : Soutenir la production de connaissance et d'éléments de méthode d'action concernant la jeunesse dans le champ de l'ECSI et leur diffusion.



ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Elles peuvent être regroupées en 3 catégories :

- Avec **les encadrants de jeunes** (environ 60) : diagnostic, échanges de pratiques, formation, mobilisation de personnes-ressources sur des thématiques précises : laïcité/religion, migrations...
- Avec **les jeunes eux-mêmes** (environ 300) : accompagnement des projets d'échanges (préparation/réalisation/restitution), ateliers créatifs/médias, co-construction de projets communs.
- Un processus de **capitalisation** pour travailler sur la problématique du projet, mettre à jour les principaux acquis et tirer les enseignements prospectifs pour la phase 2 de J2R.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Globalement, l'évaluation externe a mis en exergue « une dynamique de convergence transnationale propice à l'échange et au partage d'expériences et de connaissances, pour favoriser l'expérimentation, l'émergence d'innovations et la promotion chez les jeunes d'une citoyenneté des deux rives »

Voici les principaux résultats :

- La palette **conceptuelle et technique** des parties prenantes s'est élargie
- Les organisations sont redynamisées et **leurs engagements revitalisés**
- Les conceptions de la coopération entre les deux rives s'ouvrent davantage à la **réciprocité**
- La dynamique J2R **stimule les capacités partenariales** des organisations
- Les jeunes leaders et encadrants commencent à **s'approprier le projet** au point qu'un sentiment d'appartenance à une communauté de pratique semble se dessiner.

ORIGINALITÉ DU PROGRAMME

L'originalité du programme réside en premier lieu dans sa capacité **à regrouper des acteurs aux cultures institutionnelles très différentes** : éducation populaire, éducation spécialisée, ONG, organisations de jeunes et de jeunesse... Et ce, dans 3 pays du pourtour méditerranéen.

Une deuxième originalité réside dans son **caractère**

pilote et itératif assumé : il s'agit d'expérimenter des premières actions sur deux ans (temps très court), en partant explicitement des demandes des encadrants et des partenaires. Enfin, la recherche-action menée est aussi une originalité.

PARTENARIAT(S) DEVELOPPE(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME

- Partenariat renforcé entre les membres du consortium
- Partenariat « Sud/Sud » pour des projets communs entre associations de jeunes marocaines et tunisiennes
- Partenariat « Nord/Nord » pour des projets communs entre la L13 et ANRAS Solidarités
- Partenariat sur les deux rives, entre la France et Maroc/Tunisie
- Partenariat mené entre M&D et la Rabita Mohammadia des Oulémas (RMO) dont la mission est notamment de promouvoir un Islam tolérant et ouvert. Cela a permis de faire intervenir les membres de la RMO auprès des encadrants de jeunes en France.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en œuvre du programme :

Les difficultés furent de plusieurs ordres, nous pouvons en citer quelques-unes :

- Tout d'abord, le caractère hétéroclite du consortium a entraîné de fait un temps d'interconnaissance, dans un projet contraint par le temps et des moyens limités au regard du volume d'activités à mettre en place.
- Ensuite, les zones d'intervention sont eux-mêmes soumises à des dynamiques différentes. En schématisant, il existe en France une forte institutionnalisation des dispositifs publics à destination des jeunes. C'est moins le cas au Sud de la Méditerranée, qui se caractérise par une démographie jeune.
- Il existe un gap entre l'intention initiale du projet (basée sur la prévention à l'extrémisme violent) et la conception que s'en font les acteurs du projet (selon un angle d'approche plus appropriable).

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

- Par rapport au premier point, il a fallu assumer un caractère itératif par rapport au projet initial, et adapter la logique d'intervention au fil de l'eau, par tâtonnements.



- Pour répondre à la deuxième difficulté, des diagnostics par zone d'intervention ont permis d'identifier les dynamiques endogènes et les demandes des acteurs de terrain, encadrants ou jeunes.

- Sur l'intention du programme, un travail de capitalisation du projet a permis d'identifier une problématique commune, qu'il convient cependant d'approfondir en phase 2.

Améliorations futures possibles :

La phase d'extension du projet débute en avril 2019, sous la coordination de Solidarité Laïque, et intégrera progressivement l'Algérie.

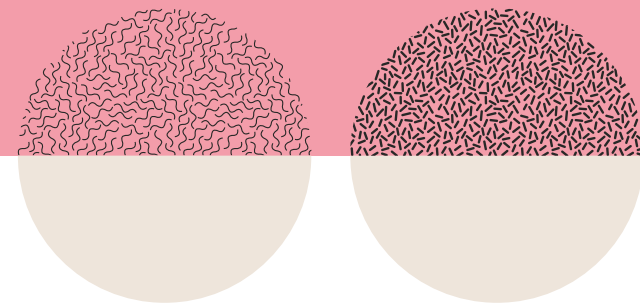
Les améliorations possibles identifiées notamment via les processus d'évaluation et de capitalisation sont multiples. Par exemple :

- Co-construire avec l'ensemble des parties prenantes la logique d'intervention
- Développer des mécanismes impliquant davantage les jeunes dans le programme
- Améliorer la prise en compte du genre
- Maintenir des espaces et des temps de réflexivité pour les partenaires sur leurs propres actions.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme :

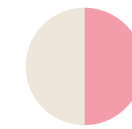
Partir **d'hypothèses partagées et appropriées** par tous en début de projet et vérifiables à sa fin. Par exemple :

- La solidarité en général et la solidarité internationale en particulier, la rencontre interculturelle et l'ouverture aux autres sont des vecteurs puissants de citoyenneté, qui mobilisent le champ émotionnel des éducateurs et des jeunes.
- La culture est également un facteur d'engagement des jeunes et d'action implicite de prévention contre les idées extrémistes, dans le sens où elle nourrit l'esprit critique.
- Créer des **espaces de réflexivité (espaces-tiers)** pour les acteurs, afin de réfléchir **au sens** de leurs actions.
- Se donner les moyens et le temps nécessaires à la **connaissance mutuelle** des partenaires du projet et à l'apprentissage de la **réciprocité**.
- Disposer d'une coordination **agile** à même de réorienter les actions si nécessaire.



Partie Deux

ODD/ECSI ET LA QUESTION DE TRANSVERSALITÉ



Synthèse de la journée PAR JACQUES OULD AOUDIA

LES MOTS FORTS DE LA JOURNÉE

« Un monde Solidaire et Responsable »
(e-graine),
« Citoyenneté mondiale et solidaire »
(RADSI Nouvelle Aquitaine).

« Faire rayonner la charité »,
« Partir de la parole des personnes en difficulté »
(Secours Catholique).

« L'eau, diplomatie de la paix »
(L'Eau est le pont).

« Cultiver l'Envie d'Agir », « Vivre et Faire ensemble »
(e-graine Occitanie).

« Éduqué aujourd'hui, Plus libre demain »
(Solidarité Laïque).

Les OMD devraient s'appeler :
« Objectifs pour un Monde Durable »
(L'Eau est le pont).

Les ODD : un cadre pour penser la complexité, la globalité
des enjeux, pour établir des liens entre les sujets (RADSI
Nouvelle Aquitaine).

Les ODD : un cadre commun, qui laisse chaque pays
choisir ses cibles et les prioriser, « Prenons ce que nous
pouvons prendre » (Agence pour la promotion des ODD).

Quelle base juridique pour ces ODD ? (RADSI NA).

La notion de « citoyenneté mondiale » : tension entre la
dimension juridique de la citoyenneté (portée par les
Etats, en termes de droits des citoyens) et la dimension
humaine, symbolique (se sentir « citoyen du monde »
comme aspiration individuelle et collective) (RADSI NA).

L'approche par objectif tue l'approche par les droits, en
ne précisant pas les moyens pour atteindre ces objectifs
(Solidarité Laïque).

L'APPROCHE GLOBALE DES ODD

Les ODD sont un catalogue d'objectifs non contraignants
porté par les Etats dans le cadre de l'ONU.

**1. L'énoncé de ce catalogue est très répétitif sur le mode
anglo-saxon, à l'image d'un cadre logique.**

2. On note une évolution dans l'approche globale :
prise en compte plus forte des enjeux climatiques,
approche mondiale et non plus PD / PVD (les enjeux

sont formellement partagés), indicateurs plus ou
moins quantifiés pour suivre la mise en œuvre (mais
attention au piège des indicateurs : satisfaire aux critères
quantitatifs en sacrifiant la réalité).

**3. Ces objectifs sont des aspirations, des vœux
totalement déconnectés des enjeux réels pour leur
mise en œuvre :**

• Évacuation de l'Etat, comme forme d'organisation du
collectif. En cohérence avec cet effacement de l'Etat,
les ODD évacuent les enjeux de fiscalité.

• Évacuation des acteurs et des forces sociales pour
porter ces objectifs. On évacue l'économie politique
des ODD, tant au niveau national qu'international :

- Quelles résistances internes aux sociétés anticiper ?
Résistance des puissants qui défendent leurs intérêts,
résistance des autres au nom des traditions.
- Enjeux internationaux : rapports de domination,
soumission formelle des bénéficiaires aux objectifs
des fonds d'aide, double instrumentalisation Bailleur/
Bénéficiaire.
- Quels financements ? par qui ? avec quelle gouver-
nance ? etc...

**4. Au total, les ODD offrent une approche normative,
qui évacue le « commun », l'Etat et les acteurs (les
rapports de force et de domination) et maintient le
surplomb du Nord sur le reste de la planète.**

Exemples :
Pauvreté vs inégalités. Hyper focus sur la réduction de la
pauvreté (O1). On évoque les inégalités (O10) en parlant
des 40% les plus pauvres, comme s'ils étaient uniquement
responsables de leur pauvreté. On ne soulève pas les
enjeux réels des inégalités de pouvoirs et leurs effets sur
les inégalités de revenus, de patrimoine. Pas un mot sur
la fiscalité.

L'O12 : « consommation et production responsables ». On
sait que le mode de consommation (et de production)
du Nord n'est pas reproductible à l'échelle de la planète
et que le stock de pollution est le fait massivement
des pays du Nord. Or les dirigeants du Nord disent
(ouvertement dans le cas de Trump, implicitement
dans le cas des autres dirigeants du Nord, notamment
européens) : « notre mode de consommation n'est
pas négociable », et pèsent sur les pays émergents
pour qu'ils réduisent leurs émissions de CO2. Ceux-ci,
en situation de « rattrapage », refusent de réduire les
émissions. Cependant, la Chine innove à grande échelle
sur les questions environnementales, en privilégiant les
effets sur sa population (ex : innovations dans les villes
respectueuses de l'environnement...)

Absence de la culture dans les ODD. Vision « universaliste »
qui nivelle le monde selon le modèle dominant (du Nord).



Qui nie donc la dimension culturelle car celle-ci différencie les sociétés. Modèle libéral (l'homo economicus) comme sommet de cette vision « universaliste ».

Les ODD, sont un cadre global à partager, « un pense bête ». Mais toute leur mise en œuvre dépend de rapports de force locaux et internationaux qui ne sont pas évoqués. Ils ne constituent pas un support opérationnel efficace pour les acteurs, locaux et étrangers.

Par ailleurs, ce catalogue des vœux est silencieux « par nature » du fait des processus mêmes d'élaboration des positions au sein de l'ONU.

LA DÉMARCHE DE M&D

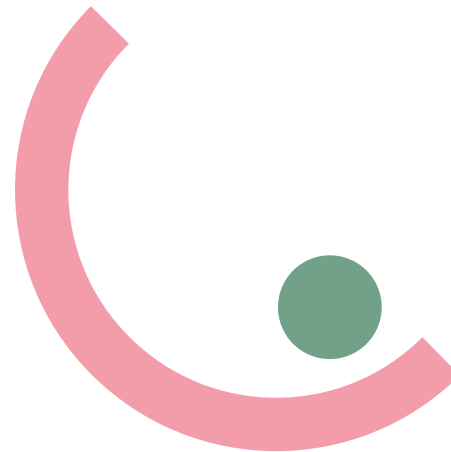
Les projets sont élaborés à partir des désirs responsables des acteurs de terrain. M&D ne travaille avec ces derniers (par ex les Présidents de Communes) que s'ils ont une démarche inclusive vis-à-vis de tous les segments de leur population.

On ne part pas des ODD. Une fois les projets élaborés, on cherche dans le catalogue ce qui est ODD, et on coche les cases des dossiers administratifs ou de demande de financement correspondants.

On ne se pose pas non plus la question de la transversalité : les acteurs et les populations dont nous soutenons les désirs de changement ont leur transversalité à eux, et on la respecte.

M&D intervient dans le débat avec ces acteurs de terrain que nous n'appelons jamais les « bénéficiaires ». M&D apporte ses propositions, le plus souvent en reliant les actions à d'autres, dans un souci de transversalité. Mais ce n'est pas l'ONG qui tranche in fine.

Cette position est très confortable, car les acteurs sont co responsables avec M&D de la marche des opérations.



Le témoignage DE CYNDI FOURNIER (E-GRAINE)



1. CULTIVER L'ENVIE D'AGIR

E-graine est un mouvement citoyen d'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM) qui, par des méthodes ludiques et participatives vise à « cultiver l'envie d'agir » pour un monde solidaire et responsable. Pour l'UNESCO, et ce en quoi e-graine se reconnaît, l'ECM a pour objet de mettre à la disposition des apprenants de tous âges les moyens d'assumer un rôle actif tant au niveau local que mondial dans la construction de sociétés plus pacifiques, tolérantes, inclusives et sûres. Notre projet associatif inscrit nos actions dans le cadre d'une politique publique internationale, comme participant à l'atteinte des ODD et soutient donc une complémentarité entre tous types d'acteurs (institutions et associations notamment).

e-graine est né en 2006 d'un double constat : les initiatives de transition étaient trop cloisonnées thématiquement, et ces initiatives n'avaient pas assez de visibilité auprès des citoyen.ne.s et étaient peu représentées dans les courants éducatifs. A partir de là, notre mouvement propose sur les territoires, des dispositifs éducatifs adaptés, portés par des éducateur-trice-s professionnel-le-s. Il nous semble en effet essentiel que ce soit des éducateur-trice-s formé-e-s aux enjeux contemporains et aux méthodes pédagogiques participatives afin de mener des projets de qualité permettant d'impulser de réels changements.

2. DYNAMIQUES DE TERRITOIRES

Penser global et agir local... Partout où l'on va, nous apportons des solutions adaptées et complémentaires de celles qui existent déjà dans un travail de coopération avec l'ensemble des acteurs du territoire. Le projet associatif « Cultivons l'envie d'agir » est portée aujourd'hui par cinq associations régionales, qui elles-mêmes s'organisent sur leurs territoires afin d'être en proximité des citoyen-ne-s et des acteurs. Cette approche nous permet de mieux comprendre les dynamiques territoriales, les acteurs présents et les besoins afin d'intervenir en complémentarité de l'existant et d'apporter notre savoir-faire pour répondre aux besoins identifiés. De plus, comme nous le portons dans notre projet associatif : « Le destin des êtres humains est inéluctablement lié. La solidarité est l'acte social d'engagement et de reconnaissance de notre dépendance réciproque, qui nécessite la responsabilité de chacun-e, de toutes les générations et de tous les territoires, pour construire un monde durable ».

3. COMPLÉMENTARITÉ DES ACTEURS

Notre postulat participe à la recherche de complémentarité entre acteurs sur les territoires et à la coopération. Ainsi, nous participons à des réseaux divers afin de favoriser un décloisonnement des acteurs et de contribuer au défi commun de l'humanité proposé notamment à travers les ODD.

Cette vision systémique est également portée au niveau pédagogique en défendant une éducation à la pensée complexe à travers nos « 9 graines de savoir » définies dans notre projet associatif. La notion de territoire est également au cœur de nos pratiques pédagogiques qui nécessitent une proximité. En effet, l'objectif de nos actions est de favoriser le changement. Pour cela, notre progression pédagogique nous permet de favoriser la réflexion sur les initiatives de transition sur les territoires afin de faciliter les changements et que chacun-e retrouve du pouvoir d'agir.

4. PRÉSENTATION D'UNE PRATIQUE : LE PROGRAMME NATIONAL D'ÉDUCATION AUX MIGRATIONS

Convaincue de la nécessité de faire ré-émerger un sentiment d'appartenance à une humanité commune, e-graine souhaite déployer sur chacun de ses territoires d'intervention un programme pédagogique national d'éducation aux migrations. Il se compose de plusieurs dispositifs pédagogiques en cours de création pour lutter contre les préjugés. Souhaitant avoir un impact sociétal non négligeable, ce programme sera déployé sur les territoires en coopération avec l'ensemble des acteurs locaux investis sur les enjeux des migrations.



La fiche d'expérience DE E-GRAINE : UN UNIVERS CITOYEN

Convaincue de la nécessité de faire ré-émerger un sentiment d'appartenance à une humanité commune, e-graine souhaite déployer sur chacun de ses territoires d'intervention un programme pédagogique national d'éducation aux migrations et à la recherche identitaire. Il se compose de plusieurs dispositifs pédagogiques calibrés pour lutter contre les préjugés. Souhaitant produire un impact sociétal puissant, ce programme sera déployé sur les territoires en coopération avec l'ensemble des acteurs locaux investis sur les enjeux des migrations.

AUTEUR

Cindy FOURNIER
coordinatrice e-graine Occitanie
cindy@e-graine.org



ORGANISME

Mouvement e-graine
204 rue de Crimée 75019 PARIS

www.e-graine.org
www.facebook.com/assoegraine
www.twitter.com/e_graine
www.linkedin.com/company/association-e-graine

Nombre de salariés :
Nombre de bénévoles :
Nombre d'adhérents :



PROGRAMME

Date de démarrage : 2019

Lieu de réalisation :
5 régions : Ile de France, Grand Est,
Auvergne Rhône Alpes, Nouvelle Aquitaine
et Occitanie



ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME

La refonte, en 2017, de notre projet associatif a défini le mouvement comme un acteur d'éducation à la citoyenneté mondiale. Dès lors, l'un des enjeux fort sur lequel e-graine se positionne concerne la nécessité de re-faire émerger un sentiment d'appartenance à une humanité commune.

Dans cette perspective, et parce qu'il illustre de façon évidente et palpable cet enjeu majeur, nous avons souhaité développer un programme national et coopératif d'éducation aux migrations.

ACTIONS MISES EN ŒUVRE

- 2 résidences créatives : création du parcours pédagogique « I-migrant » et création de l'exposition « Des chemins partagés »
- Des sessions de formations internes : montée en compétences sur la thématique des migrations
- Déploiement du dispositif « I-migrant » : parcours pédagogique avec des participants « mixtes » français / migrants
- Déploiement du dispositif « des chemins partagés » : village itinérant vivant, plurimédias, interactif, immersif
- Création d'une plateforme multimédia de valorisation des outils, des partenaires et des productions I-migrant
- Constitution d'une gouvernance spécifique : le programme a été conçu comme un espace de coopération multi-partenarial et inter-disciplinaire à tous les niveaux du projet, local et national.

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE

- Le dispositif « I-migrant » sera déployé dans 20 établissements pour un total de 300 jeunes et 100 migrant-e-s parties prenantes du projet.
- Le déploiement du « village » itinérant est prévu 10 fois sur 7 jours dans l'espace public. On estime que 100 personnes par jour pourront être sensibilisées soit un total de 7 000 personnes.
- 30 éducateur-trice-s formé-e-s à l'éducation à la citoyenneté mondiale
- 120 000 personnes indirectement via notre site e-graine.org
- 70 000 personnes sur la plate-forme dédiée au programme sur les migrations.

Par ailleurs, l'ensemble du programme sera assorti d'une recherche-action axée sur les plus-values suscitées par la coopération dans le déploiement d'un programme pédagogique.

Nous serons également accompagnés par un cabinet pour faire une évaluation du programme.

ORIGINALITÉ DU PROGRAMME

- Des partenaires d'envergure nationale
- Des rencontres entre français et migrants (très différent du positionnement des autres acteurs investis sur la thématique des migrations)
- Une gouvernance coopérative à tous les niveaux du programme (local et national)
- Des dispositifs pour lever les préjugés entre français et migrants

PARTENARIAT(S) DÉVELOPPE(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME

Formalisation de partenariats en cours : Fondation de France, MSF, SOS Méditerranée,...

Partenaires acquis au programme : Agence Française de Développement, Fondation du Crédit coopératif
L'objectif est d'avoir une articulation entre un COPIL national et des consortiums régionaux

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en œuvre du programme :

Il s'agit plutôt de questionnements au vu du caractère récent du projet :

- Possibilité / impossibilité de pouvoir communiquer dans une langue commune
- Travailler dans l'interculturalité
- Disponibilités des participants sur les mêmes créneaux. Par exemple : des personnes réfugiées sont (enfin) autorisées à travailler légalement et sont résolument tournées vers l'avenir - donc peu enclines ou disponible pour parler de leur parcours.
- Se faire identifier par les acteurs (nationaux et locaux) car nous sommes encore méconnus de ces cercles-là.
- Articulation entre acteurs nationaux qui soutiennent le projet et acteurs locaux (COPIL national/consortiums régionaux)

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

- Souhaitant absolument que des migrants soient des parties prenantes du programme : la question de « la langue » sera nécessairement problématique. Plusieurs pistes sont envisagées : faire appel à des étudiants en école de traduction, se reposer sur les bénévoles identifiés par les acteurs de terrain ou des migrants polyglottes...
- Des modules de formations sur le travail dans l'interculturalité seront intégrés dans l'offre de formation
- Afin de donner à voir la diversité des migrations et de façon à pouvoir composer avec des disponibilités variées, les « migrants » participants au programme

seront nécessairement sollicités par des acteurs locaux. Entreront également dans le champs des possibles des migrants de seconde génération, ou les parents de jeunes participants au programme

- Mise en place d'une gouvernance structurée et globale à tous les niveaux du programme à l'appui d'une formation à la coopération.

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

Recherche-action envisagée sur le sujet : « quelles sont les valeurs ajoutées de la coopération (inter-disciplinaire et multi-acteur) à l'égard d'un programme éducatif national ? »

Le témoignage DE CAROLE COUPEZ (SOLIDARITÉ LAÏQUE)



DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE ADJOINTE
CCOUPÉZ@SOLIDARITE-LAIQUE.ORG



La notion de transversalité d'un point de vue organisationnel et opérationnel avec l'ODD 4 comme axe pivot de l'ensemble des activités portées par Solidarité Laïque.

Depuis 1956, Solidarité Laïque lutte contre les exclusions et améliore l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité. Nous agissons en France et dans plus de 20 pays. 52 organisations sont membres de Solidarité Laïque. Ces associations, coopératives, fondations, mutuelles et syndicats sont majoritairement liés à l'école publique, à l'éducation populaire et à l'économie sociale et solidaire. Elles partagent les idéaux de laïcité, de défense des droits humains, d'éducation et de lutte contre l'exclusion.

L'éducation à la citoyenneté et à la solidarité est une des missions sociales de Solidarité Laïque et ce depuis sa création par des enseignants il y a 60 ans qui souhaitaient s'engager en solidarité. Convaincu.e.s que l'éducation est une clé essentielle pour accéder à ses droits fondamentaux et devenir un.e citoyen.ne informé.e et responsable, elle traverse l'ensemble de nos missions et articule les territoires en coopération.

Elle la consacre dans son projet associatif comme « un outil de solidarité » et donc pivot pour ses actions de coopération et de solidarité nationale et internationale. De plus, depuis les tous premiers forums Education pour Tous (années 90) dont les objectifs sont aujourd'hui reconnus dans l'ODD 4, Solidarité Laïque, en collectif et en transversalité (actions, acteurs, territoires) n'a de cesse de porter le Droit à une éducation publique de qualité pour Tous auprès des pouvoirs publics mais aussi auprès des acteurs locaux et des jeunes en France et dans le monde.

Lors de cet atelier, Solidarité Laïque témoignera non pas sur un projet mais sur une transition organisationnelle en cours, des questionnements et des réflexions autour

du rôle de l'ECS(I) dans le concept d'Association de solidarité(s) :

- Comment notre organisation appréhende-t-elle le concept de transversalité ?
 - En quoi les ODD et en particulier l'ODD 4 sont-ils un fil conducteur pour opérationnaliser nos actions ? Quelle articulation entre ECSI et actions dites « de terrain » ?

À partir de là, notre mouvement propose sur les territoires, des dispositifs éducatifs adaptés, portés par des éducateur·trice·s professionnel.le.s. Il nous semble en effet essentiel que ce soit des éducateur·trice·s formé·e·s aux enjeux contemporains et aux méthodes pédagogiques participatives afin de mener des projets de qualité permettant d'impulser de réels changements.

L'ÉDUCATION, UN SOCLE ORGANISATIONNEL ET IDENTITAIRE

SON HISTOIRE : SON IDENTITÉ

À la fin des années 50, des militants et des organisations de l'école publique (mutuelles, syndicats...) créaient un Comité des œuvres de l'enseignement public ancêtre de l'actuel Solidarité Laïque dénomination de l'association depuis 1981. Leur volonté était à l'époque de faire émerger un outil commun efficace pour mener des actions de solidarité en France et à l'étranger.

Porté essentiellement par des enseignants, l'ECSI se lit dans les statuts (1960) sous cette formulation « *La mise en œuvre d'une éducation qui favorise la compréhension humaine, l'esprit associatif, mutualiste, syndicaliste et coopératif, une conscience civique mondiale* ». Charte fondatrice de Solidarité Laïque.

Réfugiés hongrois fuyant la dictature, victimes de l'OAS, habitants du sud de la France sinistrés suite à la rupture du barrage de Fréjus, en furent les premiers bénéficiaires. Solidarité Laïque a poursuivi son développement autour de trois domaines d'activités : des actions de solidarité en France et dans le monde, une activité d'éducation à la solidarité et une activité de lobby et de revendication auprès des pouvoirs publics notamment sur la question du droit à l'éducation.

Cette double identité nationale / internationale a toujours été au cœur de la structure mais elle s'est développée de façon parallèle comme la plupart des ONG françaises. Eu égard aux subventions essentiellement : mais aussi aux profils métiers / et à la vision du développement, on parlait davantage de solidarité et/ou lutte contre les exclusions en France et de développement (par l'éducation) dans le monde...

La laïcité est bien sûr une valeur portée par l'association : les actions ont toujours comme objectifs de permettre aux hommes de se rapprocher, de se respecter, de vivre mieux ensemble malgré leurs différences, Le refus du communautarisme, de l'enfermement identitaire, conduisent Solidarité Laïque à intervenir dans des pays où les populations sont parfois confrontées au fanatisme, au danger intégriste comme en Afghanistan, au Liban... et à sensibiliser les citoyens par des outils de réflexion à ces thématiques.

L'ÉDUCATION ÉRIGÉE AUSSI COMME UNE VALEUR, UNE FINALITÉ

L'émancipation (Cf. Référentiel politique éducation), l'accomplissement individuel (c'est aussi la finalité du droit cf. DUDH) et aussi l'éducation populaire qui vise à conjuguer transformation personnelle et transformation sociale, en permettant à chacun de devenir acteur de sa propre vie et citoyen éclairé. « L'Education doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et du sens de sa dignité et renforcer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. » DUDH Le slogan de l'association est actuellement « Éduqué·e·s aujourd'hui, plus libres demain ».

L'ÉDUCATION, UN PRINCIPE D'ACTION POUR LA STRUCTURE, LE PIVOT

Il s'agit d'une approche holistique de l'éducation : de la petite enfance à l'éducation tout au long de la vie, éducation formelle, non formelle, informelle... À noter que l'ODD 4 - « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » - pose davantage cette vision holistique que le Droit à l'éducation (l'accès)...

L'éducation est partout à SL : ses acteurs, ses actions ! Les acteurs et parties prenantes de notre collectif = nos membres, nos partenaires internationaux et même nos bénéficiaires : acteurs éducatifs ; de l'enseignement public (syndicats), de la formation socioculturelle, éducation populaire, éducation spécialisée...

Le pivot des actions : c'est la majeure partie de nos activités terrain en France, à l'international (appui à l'éducation, renforcement des acteurs éducatifs, éducation à la citoyenneté, coopération éducative internationale...) et c'est aussi un principe qui s'applique à notre fonctionnement en collectif.

L'éducation comme outil d'apprentissage permanent du collectif : travail entre pairs, en réciprocité, en pluri acteurs (SL un collectif de 5 familles d'acteurs). La mise en place d'une synergie de projets sur le terrain entre les mouvements d'éducation populaire (Céméa, Francas, Ligue de l'enseignement... la FCPE pour les parents d'élèves), les syndicats (Se-UNSA, SGEN CFDT, SNUipp-FSU, UNSA-éducation...) permet d'agir plus efficacement auprès des populations et de renforcer la société civile notamment éducative.

LA TRANSVERSALITÉ EN ACTIONS

LA TRANSVERSALITÉ VIA L'ÉDUCATION EST NATURELLE ?

Comment ne pas articuler ECSI/ plaidoyer/ actions terrain / coopération éducative quand la finalité et l'outil premier de mobilisation est l'éducation ?

Exemple concret : Calais, la Jungle, SL est intervenue en soutien à une situation d'urgence éducative (enfants, adultes) dans le camp de réfugiés via l'Ecole laïque du Chemin des Dunes (avec des éducateurs bénévoles). En même temps, elle a porté du plaidoyer auprès de l'Education nationale (avec ses syndicats enseignants membres) pour la reconnaissance du droit à l'éducation des enfants migrants, et a développé des outils d'ECSI sur ce cas : sensibilisation sur les préjugés envers les migrants et la thématique des migrations internationales...

Cet exemple illustre bien l'interpénétration/ la perméabilité des actions, des enjeux et des territoires (des échelles).

Un élément révélateur : réuni autour d'un Référentiel en 2010, revu en 2017 le groupe de travail interne de SL sur l'ECS (EADSI à l'époque) n'a pas réussi à le cantonner à l'ECS mais a posé un référentiel sur l'Education, il affirme que « Solidarité, développement durable et éducation sont indissociables ». Pour nous l'éducation est un levier de changement individuel, collectif, ici, la bas, et nous l'assumons aussi comme un outil à intégrer « à toute action de coopération et est une forme de coopération: les pratiques éducatives (accompagnement et formation de d'éducateurs, travailleurs sociaux, de médiateurs culturels, de relais associatifs...) et la sensibilisation de l'opinion publique aux enjeux de la Solidarité et de développement durable doivent compléter les actions de coopération ou de solidarité, en donnant les moyens, à tous, de se les approprier et de contribuer individuellement et collectivement au changement social. »

Parfois cette transversalité autour de l'éducation se vit comme une confusion ou ce qui se présente comme un atout (simplicité d'un collectif réuni autour de l'éducation) est en fait une complexité à gérer :

- Confusion : ex : ECSI/ Education pour Tous ou Droit à l'éducation
- Complexité : « Notre gouvernance et notre base adhérente est elle-même experte de nos thématiques de travail et les savoir-faire de nos organisations membres renvoient aux expertises appliquées par les partenaires terrains. » Sans compromettre l'identité de chacun, il nous en faut révéler la plus-value quand elle est mise au pot commun d'une solidarité laïque.

LA TRANSVERSALITÉ : UN ENJEU DE LONGUE DATE MAIS DIFFICILE À OPÉRATIONNALISER

Malgré une ancienne prise de conscience de la nécessité de la transversalité liée à :
 • le développement durable et l'EDD très présents chez certains de nos membres, réciprocité des enjeux, travail des sujets notamment éducation, Droits de l'enfant en plaidoyer en écho France / international depuis plusieurs années...
 • l'évolution globale du concept de développement : mondialisation, resserrement sur les inégalités dans les territoires plus qu'entre les territoires...

Référentiel de 2010 : « Nous remettons en question cette dichotomie entre solidarité « ici » et « là-bas » : internationale ne signifie pas lointaine mais renvoie à la dimension internationale de la solidarité et au caractère universel des enjeux. Aussi la Solidarité ne nécessite pas de qualificatif, elle est le présent et l'avenir et relève de formes et d'espaces pluriels et imbriqués. »

De même lors du changement de terminologie de l'EADSI à l'ECSI, SL a fait le choix de l'ECS... mais aujourd'hui elle utilise largement le concept d'éducation populaire...



LE CHANGEMENT POUR PLUS DE TRANSVERSALITÉ A NÉCESSITÉ UN PEU DE RUPTURE !

Pour changer, il a fallu décréter « forcer » le changement, ou du moins le poser et le penser comme une stratégie. Nous avons démarré modestement par une révision participative de l'organigramme fonctionnel de l'équipe salariée : en identifiant ensemble les liens à construire, et en tenant compte des risques comme celui de mettre à l'écart les fonctions supports. Aussi dès ce démarrage, une démarche de qualité et de conduite de changement a été engagée avec un poste dédié. Autres postes dédiés à la transversalité : c'est le cas du poste chargé de mission Jeunesses ou Français, langue d'intégration. Nous avons aussi sur la base des postes géographiques existants créé un secteur « opérations » dans une logique de territoires : coopération accrue France/ France ultra marine et Afrique Caraïbes.



Tchadé Aché Coelho
 pour Solidarité Laïque
 L'importance des enseignant·es
 reconnus, qualifiés et formés
 pour promouvoir une éducation
 de qualité ODD 4

Dans le cadre de cette transversalité, nous avons opéré à des nouveaux modes internes de fonctionnement comme la mise en place de réunions transversales, l'incitation au partage de dossiers, aux invitations à des séminaires croisés (droits de l'enfant, plaidoyer)...

Aujourd'hui, on constate un changement de culture et de mentalité : un souci partagé de transversalité s'installe ainsi que des bons réflexes (exemple : une missions terrain dans un pays va être partagée avec les collègues en dehors de la zone géographique, et même du métier).

L'importance du travail en collectif et à travers des collectifs (notamment européens, internationaux, thématiques) nous appuie fortement sur ce travail transversal (ex, sur la lutte contre la marchandisation de l'éducation, travail en réseau francophone au sein d'un consortium international, construction de plaidoyers en commun). Mais nous ne sommes qu'à la première étape : il n'y a pas encore une révolution du fonctionnement.

Questionnements autour de la transversalité ? Besoins et limites.

- Savoir appréhender la notion du temps : la transversalité demande du temps et de nouvelles façons de travailler (management plus participatif, réunions thématiques, réunions collectives pour appropriation collective) – en prenant aussi le temps de les expérimenter, de faire marche arrière. Il faut aussi prendre en compte la perception des salariés : selon les personnes, le changement est plus ou moins rapide à assimiler.
- La nécessité d'apporter de la gratification, valorisation et de la satisfaction pour bien « transmettre l'envie du changement ».La nécessité d'être en communication étroite sur ces changements avec la gouvernance et d'avoir son adhésion.
- Veiller à un écueil de la transversalité, celui de vouloir être partout, tous ensemble, cela questionne les périmètres de missions et de travail : risque de la perte d'énergie, d'efficacité, la question du « qui fait quoi ? »...

LA TRANSVERSALITÉ A QUESTIONNÉ FORTEMENT LE RÔLE DU SECTEUR ECS À SL

Il se transforme de la 3^{ème} mission sociale de SL (et minoritaire notamment en volume financier) en la mission sociale de base au service de l'ensemble du projet associatif- la mission et le récit politiques (« les combats et causes portés par l'ECS ») sur lesquels se fondent la légitimité de toutes nos actions sociales et solidaires. Il a été intégré dans le secteur des opérations (mais a été questionné pour en être le chapeau) et se doit d'être le centre de ressources pour les actions terrain. Inversement les actions terrain nourrissent les messages, le plaidoyer.

Ce changement de discours sur la place de l'ECS dans l'organisation a imposé un changement de regard en interne et plus de considération de l'ECS comme un outil au service de la solidarité : ex avec le Programme Jeunes des 2 rives en réciprocité entre jeunes des quartiers en France, en Tunisie et au Maroc : la problématique est aujourd'hui non pas d'encourager des projets de SI, mais comment s'appuyer sur la SI pour développer un engagement citoyen local ?

Cette transversalité ou articulation ECSI/ terrain/ plaidoyer (et même on peut y ajouter une première étape sensibilisation/ communication) est aussi (ne pas se le cacher) un levier de développement de l'organisation : l'enjeu est d'amener la personne sensibilisée à un engagement (mobilisation citoyenne, action de solidarité, don, adhésion... étapes ultimes du parcours bien construit en transversalité).

ET LES ODD DANS TOUT ÇA ?

UN PRÉTEXTE OU UN OUTIL À SE SAISIR POUR FAIRE PLUS DE TRANSVERSALITÉ SUR NOTRE SUJET !

Comme le droit à l'éducation permet d'accéder à d'autres droits, l'ODD éducation est lié, imbriqué à d'autres ODD et nous permet de nous ouvrir et d'argumenter en cohérence sur des actions croisées ex Education = Jeunes/ employabilité/ travail décent/ lutte contre les inégalités. Il faut « tirer sur le fil d'un ODD » en cohérence avec d'autres. L'ODD 4 travaillé seul n'est pas efficace, la question de l'éducation nous entraîne sur les ODD santé, égalités de genre, et encore plus si on creuse sur du pluri thématiques : ex : éducation en situation de crise (promotion de la paix, gouvernance, questions souveraineté alimentaire, climat). Les ODD nous ont permis de nous rapprocher de nos homologues de la santé, de la paix... De même il est important de voir les ODD « en grand » (et donc au-delà de son ODD) en mode pluri dimensionnel et en consortium élargi d'acteurs et donc de thématiques pour arriver à avoir un effet de levier pour un vrai changement d'échelle. Par exemple, sur l'éducation et la problématique brûlante de la privatisation, celle-ci se nourrit et se réfléchit avec les collègues de la santé et de la protection sociale, afin d'avoir une cohérence dans la défense des services sociaux pour tous.

Les ODD posent un cadre global dont la philosophie est de sortir de la logique de silo ou du sectoriel : le risque pointé par la société civile, celui que « chacun se spécialise sur son ODD », est réel mais c'est en rappelant cette dimension transversale des ODD, en la plaçant et en se l'appliquant à la construction de nos projets et actions que nous serons en adéquation avec l'esprit initial. Nous y avons notre part de responsabilité.

LES PLUS DU CADRE ODD

- Un cadre dont nous sommes acteurs et redevables : l'ODD 4 porté par l'UNESCO a été construit (processus de plus de 2 ans) avec la société civile et les coalitions Education pour tous dont nous sommes le représentant au niveau français, il y a eu des groupes de travail régionaux et mondiaux entre OSC et aussi avec les ministères. La coalition éducation française était invitée au titre de la SOC dans la délégation officielle qui a adopté l'ODD 4 à Incheon en 2015. (Alors que pour les OMD et même pour le Forum Education Pour Tous à Dakar en 2000, la société civile n'avait pas droit de siège). Aujourd'hui en vue du HPLF (High-level-Political Forum) et la revue de l'ODD 4 aux Nations Unies en 2019, la Campagne mondiale pour l'éducation est présente au tour de table des acteurs de haut niveau garants du suivi de cet ODD.
- Les ODD nous permettent aussi de travailler ensemble encore plus avec les collègues internationaux, nous partageons un même cadre de travail, cela encourage les dynamiques d'échanges de pratiques inter- régionales (ex au sein du réseau SOLIDAR).
- C'est aussi le cadre de suivi politique sur lequel nous construisons une partie de notre plaidoyer et du suivi des engagements des Etats, des bailleurs et des décideurs.

LES ÉCUEILS

- Nous n'utilisons finalement que le discours ou l'approche ODD et les objectifs que nous partageons en termes d'ambition mais nous n'utilisons pas les indicateurs. Nous ne nous y retrouvons pas car ils restreignent vraiment les Objectifs et même les vident de sens. Pour l'ODD 4 celui-ci ambitionne la qualité de l'éducation, les indicateurs quantitatifs nous amènent à une vision réduite à l'accès.
- Pour pouvoir contribuer et s'appropriier l'ODD 4 nous avons dû accepter d'être « institutionnalisés » (avec des représentants dans des instances mondiales, UNESCO, NU, PME Partenariat mondial pour l'éducation...) et la culture dominante de ces institutions est anglosaxonne (malgré les nombreuses langues officielles à l'UNESCO nous ne pouvons vraiment faire du lobbying que sur la base de textes en anglais).

• L'approche par Objectifs a balayé l'approche par les Droits et efface les responsabilités notamment régaliennes pour le Droit à l'éducation. Elle permet aussi de justifier plus aisément afin d'atteindre les objectifs le recours à des moyens comme la privatisation des secteurs essentiels, à de la financiarisation de l'aide... L'approche par Objectifs déforme notre regard sur « des cibles à atteindre » (c'est le langage des ODD même) et non pas sur le chemin ou les moyens de les atteindre. Le chemin peut être dangereux.

• Dans les ODD, l'indivisibilité des droits est remplacée par l'universalité : mais cette universalité dans les ODD se focalise sur la minorité, les plus vulnérables ou « no one left behind » et non plus sur l'égalité, les droits POUR TOUS ?

• Malgré un cadre mondial et transversal, les politiques et la mise en œuvre se fait de façon sectorielle, car cela correspond à des cadres de financement et des guichets, de subventions, d'appel à projets...



Tunisie©Solidarité Laïque
Promouvoir le droit à
l'éducation de qualité pour
tous et toutes

POUR CONCLURE

Il est nécessaire d'adopter « l'agenda 2030 » dans sa philosophie et de défendre les convergences et non pas « les ODD » qui dans leur opérationnalité nous divisent. ODD 4 et ODD 4.7 même combat ; des contenus éducatifs de qualité. Revenons au Droit à une éducation de qualité pour Toutes et Tous !

L'ODD 4 pose davantage une vision holistique de l'éducation, que le Droit à l'éducation





Synthèse de la journée

PAR SOPHIA MAPPA

Cette journée avait pour objectif de discuter la question du changement social à partir de l'analyse des ODD

Nous nous sommes limités dans ce débat à trois grandes questions : **le sens du changement social, ses conditions et ses mécanismes**¹, chacune d'entre elles étant divisée en quelques points.

PREMIÈRE QUESTION : LE SENS DU CHANGEMENT SOCIAL EN QUATRE POINTS

1. Premier point : Les ODD, parmi d'autres lacunes², ne parlent pas du changement social ni des moyens nécessaires pour atteindre les objectifs fixés. Cependant, implicitement, par la nature même des objectifs affichés, ils postulent la nécessité, non pas de changements de surface, mais de transformations sociales profondes. Celles-ci sont posées comme projet des humains³, en l'occurrence de l'Assemblée des Nations Unies et des Etats qui s'engagent à les mettre en œuvre.

Les deux expériences qui ont été présentées lors des débats de la journée 3 du parcours, celle des Artisans du Monde et celle du RADSI Nouvelle Aquitaine parlent aussi de transformations sociales posées comme projet, même si les deux sont focalisés sur des changements individuels.

.....

Exemples

- RADSI : « *Personne ne doit être laissé de côté* ». Cet objectif renvoie à des transformations qui touchent l'ensemble du système social et de ses représentations : le développement, la pauvreté, le lien social, l'Etat de droit, les inégalités, la citoyenneté, l'émancipation, la solidarité, le partage, le respect de l'humanité, des mots que l'on trouve dans plusieurs textes émanant des ONG occidentales.
- Artisans du Monde : *La visée est la transformation des modes de production et de consommation*. Cela implique des mutations de l'ensemble du système politique, économique, social voire culturel.

¹ Pour une analyse globale de ces questions, nous nous permettons de citer notre dernier ouvrage, Sophia Mappa, Le changement social. La cité grecque interpelle les politiques occidentales, Paris, l'Harmattan, 2018

² Cf. les débats des journées 1 et 2 du parcours, ainsi que le texte des Artisans du Monde, Modes de production et de consommation responsables, Le commerce équitable est-il un outil efficace pour atteindre les ODD ? N°21, Mars 2019

³ Le changement posé comme projet des hommes est une des modalités du changement et non la plus courante. Voir le dernier chapitre de ce document sur les mécanismes du changement.

⁴ Au Maroc, et lus largement dans les sociétés du Sud, est considéré pauvre celui qui est isolé, qu'aucun groupe ne protège (famille, quartier, village). (Jacques Ould Aoudia, Journée 2 du parcours)

Pour faire le lien avec nos propos sur les cultures, ces notions ont un sens différent en Europe, en Afrique et ailleurs. Par ailleurs, leurs sens a changé dans l'histoire des différentes sociétés. La pauvreté dans un pays comme le Maroc n'est plus perçue sur la base du lien social, comme par le passé⁴, mais aussi sur la capacité de consommation des individus. 50% des Marocains se disent aujourd'hui pauvres, selon une étude de l'AFD.

2. Deuxième point : quelle articulation entre le changement individuel et le changement collectif ? Les ODD ne visent pas des changements individuels mais des changements collectifs, alors que les ONG s'adressent le plus souvent à des individus ciblés, dont elles se proposent de « renforcer la capacité d'agir » ou « de créer l'envie d'agir ».

Or des individus peuvent changer, sans que cela entraîne de transformations collectives. Donc la question pour les débats ultérieurs est celle de l'articulation entre transformation individuelle et transformation collective.

3. Troisième point. Est-ce que le changement social, dans le sens de la transformation sociale posée comme projet des humains est un désir et un projet universel ?

Par le passé, en Occident, des mouvements sociaux, des mouvements de citoyens, militaient pour des transformations sociales d'intérêt général. Qu'en est-il aujourd'hui ? Depuis les années 80, on assiste à des réformes venues d'en haut auxquelles s'opposent des mouvements catégoriels ou des associations microscopiques militant pour des objectifs également microscopiques et désarticulés les uns par rapport aux autres. Exception : les mobilisations pour l'environnement, notamment en Occident.

Dans d'autres sociétés, l'attachement à la tradition interdit explicitement le changement. C'est plutôt le retour au passé qui est mis en avant comme idéal.

Donc question à penser : est-ce que le changement social est aussi naturel qu'on le pense ?



DEUXIÈME QUESTION : LES CONDITIONS DE LA TRANSFORMATION SOCIALE POSÉE COMME PROJET.

Six conditions

1. Première condition : la liberté de pensée individuelle et collective pour interroger les réalités héritées du passé et décider ce que nous voulons changer. Cela implique la pensée critique et des actions collectives et non individuelles.

Débat autour des sociétés européennes actuelles qui ont valorisé par le passé la liberté de pensée et la pensée critique : sommes-nous encore dans une démarche de pensée critique et de liberté de pensée ou dans le conformisme et l'indifférence pour la pensée critique ?

Parenthèse. Qu'est-ce que la pensée critique ? C'est la définition de la finalité d'un projet de transformation sociale (le pour quoi faire), les raisons de cette finalité (le pourquoi), le comment faire (les moyens à mettre en œuvre). Mais aussi, le débat public contradictoire et argumenté pour arriver à une vérité collective.

Question débattue : Sommes-nous collectivement dans une telle démarche ? Posons-nous la question de la finalité de nos actions ou sommes-nous obnubilés par la montée en puissance des questions techniques et des procédures ? Avons-nous le temps pour des débats contradictoires et argumentés ou sommes-nous submergés dans une multitude d'actions et dans les émotions comme la colère, la victimisation, qui ne favorisent guère la pensée critique ? Est-ce que l'émotion non élucidée par la raison est un facteur de changement ? Est-ce que la colère qui monte en puissance dans nos sociétés est facteur de changement ou faut-il de la raison et de pensée critique ?

Selon les fiches d'expérience des deux ONG citées, la question de l'accélération du temps dans notre époque entraîne l'abandon de la réflexion. Mais est-ce un enjeu de débat à l'intérieur des ONG ? Se propose-t-on de changer cet état des choses et comment ?

Pour les autres sociétés les mêmes questions se posent mais différemment. Y a-t-il dans la tradition africaine, chinoise, balkanique, etc. la pensée critique comme démarche collective ? Qu'en est-il aujourd'hui ?

2. Deuxième condition liée à la première : établir un diagnostic clair sur la société qu'on se propose de changer pour clarifier les enjeux. Par exemple la fragmentation des ONG et de leurs objectifs est-elle un diagnostic clairement posé ? Si oui que fait-on pour le changer ? Comment expliquer ce constat récurrent : « la transversalité des ODD a des difficultés à être

« appropriée » par les bénéficiaires des formations ou des sensibilisations (RADSI). Pourrait-on penser que la fragmentation est un fait sociétal global, y compris sur le plan intellectuel : petites structures, petits objectifs et savoirs fragmentés, perte de vue de la globalité des réalités sociales ? Comment alors changer cette situation et avec qui ?

3. Troisième condition : L'engagement actif d'une masse significative d'acteurs, qui prennent la responsabilité de leurs actions. Le changement ne se fait pas par des mots mais par des actions. « Est-ce que la citoyenneté s'apprend par des formations ou se construit-elle dans l'action », se demande RADSI.

4. Quatrième condition : le désir du changement social par une masse significative d'acteurs, leur plaisir dans l'action en faveur du changement mais aussi la tension et le déplaisir qu'il suscite. S'il n'y a pas de tension entre l'ancien qu'on se propose de changer et le nouveau que nous voulons faire advenir, il n'y a pas de changement, ni individuel ni collectif.

5. Cinquième condition : La temporalité. Le changement social requiert du temps. Il est illusoire de se proposer d'impulser des transformations sociales dans des laps de temps courts. Le capitalisme et la démocratie en Occident ont pris des siècles pour devenir effectifs et s'institutionnaliser.

6. Sixième condition. L'acceptation qu'aucun projet de changement ne se réalise jamais pleinement. Le résultat final est toujours quelque chose que personne n'a voulu. La pluralité des acteurs en jeu, les objectifs contradictoires de ces derniers, les mécanismes inconscients, les aléas, font qu'aucun projet ne se réalise tel qu'il a été prévu par ses instigateurs.

Donc six conditions de la transformation sociale posée comme projet : la liberté de penser et d'agir (donc la pensée critique), un diagnostic clair, l'engagement et l'action d'une masse significative d'acteurs sociaux, le désir, le plaisir et le conflit, la temporalité, l'acceptation de l'inattendu.

TROISIÈME QUESTION : LES MÉCANISMES DU CHANGEMENT LORSQU'IL EST POSÉ COMME PROJET

Lorsqu'il n'est pas posé comme projet, le changement social opère de plusieurs manières : de manière inconsciente, c'est-à-dire à l'insu de la volonté des acteurs, par mimétisme, par déplacement de l'ancien dans de formes nouvelles, par opposition irréfléchie à l'ordre ancien, etc. Ce sont des questions à penser dans l'avenir.

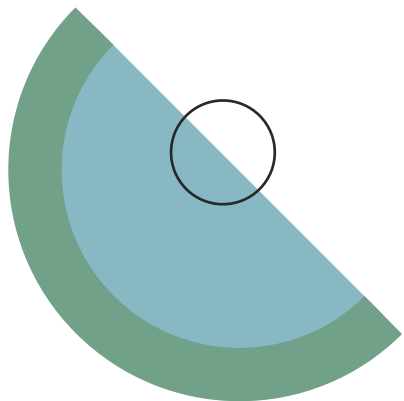
Dans cette session nous avons discuté (rapidement) uniquement le changement posé comme projet des acteurs, engageant leur action, en vue de la transformation sociale explicite.

Trois points ont été discutés.

1. Premier point : Le changement peut-il venir comme un projet de l'extérieur et d'en haut (des organismes internationaux, des Etats, des chefs d'entreprise) ou la condition sine qua non est d'être désiré, décidé et défini à l'intérieur de la société et par des acteurs qui sont engagés à le mettre en œuvre ? Exemples des projets décidés de l'extérieur et d'en haut qui ne transforment pas les sociétés mais engendrent des effets pervers : les réformes de l'Etat en Europe et ailleurs. En France les réactions provoquées par les réformes jupitériennes et les dégâts sociaux des entreprises comme France Télécom. Dans les pays aidés, l'imposition des élections qui ne font pas sens auprès des populations, la décentralisation sans Etat centralisé, les formations opportunistes, etc.

2. Deuxième point. Quels peuvent être les apports de l'extérieur ? L'Histoire nous enseigne que les acteurs d'une société peuvent emprunter à une autre société des idées, des objectifs, des droits, des objets, etc. Cependant, dans tous les cas, ces emprunts sont insérés dans la culture locale et, de ce fait, ils changent leur sens initial.

3. Troisième point. Peut-on impulser le désir d'agir ? Certaines ONG font état de leur souhait de cultiver l'envie d'agir des différents publics, notamment des jeunes. Selon quel diagnostic se propose-t-on d'impulser ce désir ? Est-ce sur le constat qu'il y aurait une absence d'action des jeunes en général ou absence d'action en vue d'un objectif précis : l'action citoyenne, par exemple ? Et par quels moyens on impulse le désir chez quelqu'un qui ne l'a pas ? Questions importantes, parmi d'autres que nous devons analyser dans l'avenir.



Le témoignage D'ANITA OUSTALET MADAVANE (RADSI NOUVELLE AQUITAINE)



1. POURQUOI ET COMMENT LE RADSI NOUVELLE-AQUITAINE S'EST INTÉRESSÉ À LA NOTION DE CHANGEMENT ?

Le RADSI a abordé la notion de changement par la porte de l'évaluation. Les outils d'évaluation ne donnaient à voir que la partie émergée de l'iceberg : quelles actions avaient été réalisées ? Auprès de qui ? combien de participants ? Or tout le "off" du projet, tout ce pourquoi des bénévoles s'épuisent à réaliser des actions, tout ce qui se passe autour du projet, n'était pas donné à voir. Cette frustration et cette volonté de mettre en valeur les impacts des bénévoles, pour eux-mêmes et pour montrer la pertinence des actions éducatives, ont attisé notre curiosité sur les approches intégrant le changement dans la mise en œuvre de projet.

Ainsi, nous nous sommes "accoutumés" à la notion de changement par différentes expérimentations : la campagne AlimenTERRE et le programme PRISME autour des approches orientées changement, le festival des solidarités et l'expérimentation avec les collectifs, le réseau jeunesse et solidarité internationale avec l'expérimentation sur la mesure de l'impact territorial des jeunes engagés dans des projets de solidarité internationale.

Au fur et à mesure des expérimentations, nous avons pris la mesure de cette notion de changement et en quoi cela répondait aux attentes et besoins du RADSI Nouvelle-Aquitaine en matière d'ECSI et de mise en réseau :

© Cf. Sophia Mappa, *Le savoir occidental au défi des cultures africaines*, Paris, Karthala, 2005

- la notion de processus, du temps long, du cheminement qui fait écho aux finalités de l'ECSI - le public "bénéficiaire" au centre du processus dans une posture d'acteur : le changement ne se décrète pas. Il ne peut advenir que si le public le porte par / pour lui-même. Le public devient acteur et auteur de son propre changement ;
- les acteurs éducatifs comme facilitateur qui apportent la matière, qui posent les conditions favorables (dimension contributive, logique d'alliance) ;
 - la relation acteur éducatif - public "bénéficiaire" évolue.

Autant d'éléments qui nous permettent d'approfondir la dimension transformatrice et expérientielle de l'ECSI.

Intégrer la notion de changement dans le cadre des projets d'ECSI facilite la cohérence entre des finalités de changement social et la dimension contributive des actions d'ECSI.

La prise en compte du changement en termes d'outillage méthodologique complète cette cohérence.

Ces expérimentations nous ont incité à intégrer les approches orientées changements de façon plus structurelle au sein de RADS. C'est ainsi que nous avons élaboré la stratégie triennale du réseau avec le focus changement.

LA NOTION DE CHANGEMENT DANS LE CADRE D'UN PROJET SPÉCIFIQUE : EXP'OSE, QUEL MONDE POUR 2030 ?

Ayant pour objectif le pouvoir d'agir des élèves, il nous paraissait indispensable d'y intégrer d'un point de vue méthodologique, la notion de changement. Pour la rendre effective, il nous fallait partager la méthodologie avec toutes les parties prenantes éducatives. Ainsi il a été demandé aux associations et aux équipes éducatives d'identifier les changements souhaités pour les élèves.

Agrégés, les changements suivants ont été identifiés :

Savoir faire

- Les jeunes ont développé des compétences d'esprit critique et analytique.
- Les jeunes ont développé des capacités à argumenter, échanger des points de vue divers et construire une proposition partagée.

Savoir devenir

- Les jeunes ont acquis la motivation et l'envie de prendre les mesures nécessaires.
- Les jeunes ont acquis la capacité à se projeter dans un avenir où ils ont un rôle à jouer localement ou à une autre échelle, pour le respect et la dignité de tous.

Savoir être

- Les jeunes ont ressenti un sentiment d'appartenance à une humanité commune et de partage de valeurs et de responsabilités fondées sur les Droits de l'Homme.
 - Les jeunes ont développé des facultés d'empathie, de solidarité et de respect des différences et de la diversité (à commencer par la classe).
 - Les jeunes ont confiance en eux-mêmes et ont gagné une estime d'eux-mêmes. Nous n'avions pas eu le temps de co construire un dispositif de suivi évaluation de ces changements et encore moins de le partager. Au manque de temps s'ajoutait la volonté de ne pas surcharger la barque des acteurs éducatifs qui s'engageaient dans un projet avec beaucoup d'incertitude (ODD, éloquence).
- Nous avons cependant remis un petit carnet à chacun en leur proposant de noter tout ce qui est relatif à ce projet : réflexion, paroles de jeunes, réactions...

Au terme du projet, trois modalités ont été proposées pour recueillir l'atteinte de ces changements :

- La lecture des carnets :
 - à ce jour, peu d'éléments sont pertinents en termes de changement.
- Le questionnaire bilan :
 - il a été demandé aux acteurs éducatifs de situer le degré d'atteinte en illustrant par une anecdote, une citation.
- L'observation et l'écoute des prestations qui sont des espaces de recueil de données.

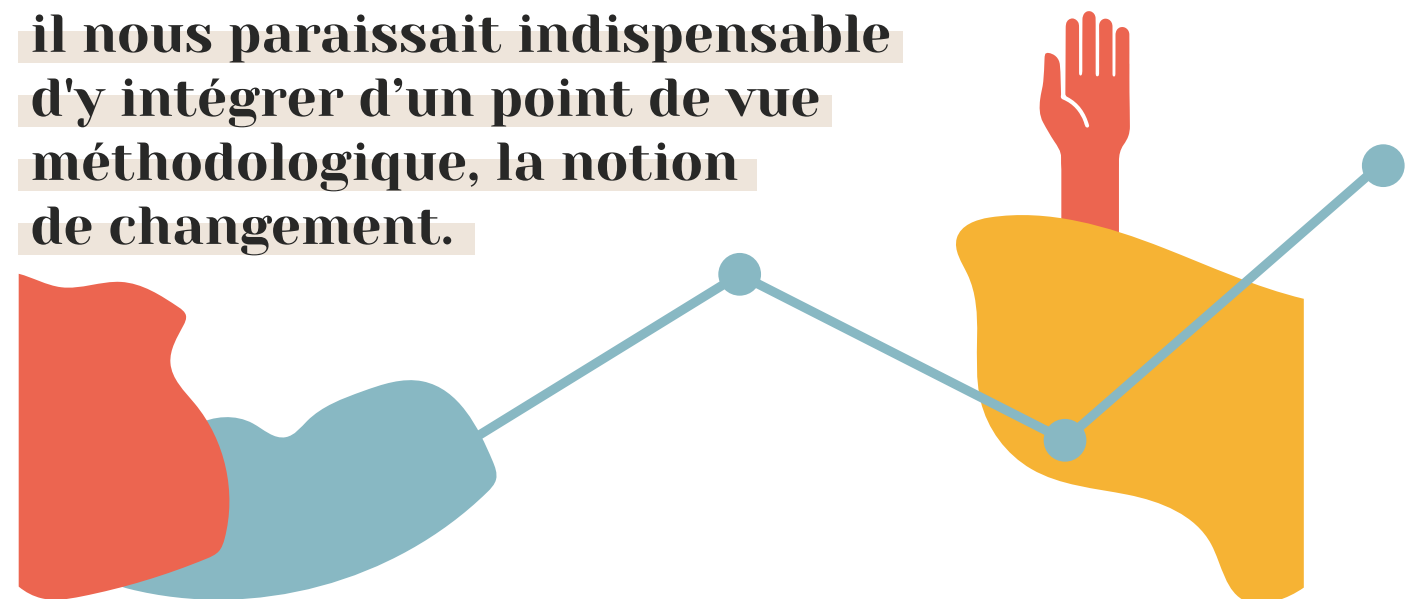
Nos enseignements à chaud sur les évolutions et améliorations possibles :

- Partager sur les tenants et aboutissants de la notion de changement avec les parties prenantes.
- Identifier, proposer et co construire le dispositif de suivi du changement.
- Dialoguer avec les jeunes pour partager sur les changements identifiés par les acteurs éducatifs au début du projet.
- Se saisir des finales et pré sélections comme des espaces d'observation et de dialogue avec les enseignants et les jeunes.

Par ailleurs, l'approfondissement de la thématique des ODD nous a éclairé sur le fait que cette feuille de route mondiale, abordée sous l'angle des 17 objectifs, n'est pas porteuse d'un sens partagé et donc de changement. Nous abordons cette thématique sous l'angle Agenda 2030 et par le texte "Transformer notre monde". Cet Agenda est un cadre dans lequel chacun, individuellement et collectivement, doit trouver ce qui est porteur de sens (ou pas) pour le mettre en mouvement, l'importance étant le mouvement et pas seulement le cadre. Un cadre n'est-il pas fait pour être débordé ? Le débordement favorisant un espace d'initiative et de création.



Ayant pour objectif le pouvoir d'agir des élèves, il nous paraissait indispensable d'y intégrer d'un point de vue méthodologique, la notion de changement.



La fiche d'expérience DU RADSI NOUVELLE AQUITAINE : POUR DES JEUNES AUTEURS ET ACTEURS DE LEUR CITOYENNETÉ MONDIALE SOLIDAIRE

Exp'OSE est un projet d'Education à la Citoyenneté Mondiale et Solidaire, prenant la forme d'un concours d'éloquence sur le thème de l'Agenda 2030 du Développement Durable. Il s'appuie sur le tissu associatif des territoires. Il est composé de deux étapes : une phase de sensibilisation et une phase de concours dont la finale a lieu à Hotel de Région .

Par équipe de trois, les élèves doivent réaliser une prestation collective. Le sujet de l'édition 2018-2019 était "Personne ne doit être laissé de côté. Rêve ? Réalité envisageable ? Obligation ?". Les prix envisagés sont des participations à des rencontres, forums où les jeunes peuvent toucher du doigt la gouvernance mondiale, européenne ou nationale.

AUTEUR

MADAVANE Anita
Animatrice Réseau
anita.madavane@radsil.org

Fiche rédigée par
Joelle CARRILLON, référente élue
& Anita MADAVANE



ORGANISME

RADSI Nouvelle-Aquitaine
Allée Geoffroy Ste Hilaire

www.radsil.org
reseausolidaire radsil

Nombre de salariés : 3
Nombre de bénévoles : les membres du réseau sont
des associations et non des personnes bénévoles.
Nombre d'adhérents : 65 Associations



PROGRAMME

Date de démarrage :
Septembre 2018

Lieu de réalisation :
Région Nouvelle-Aquitaine

Budget : 34 220 €

Origine et spécificités du financement :
ECSINOV (EDUCASOL)
Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine
FR MFR Nouvelle-Aquitaine
RADSI Nouvelle-Aquitaine
AFD (FONJEP EAD)



ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME

Le Réseau a une tradition de projet "cadre" à destination d'un public lycéens et apprentis en partenariat avec le Conseil régional, le Rectorat et la DRAAF avec deux constantes : le public et le principe d'un projet qui permet à ses associations membres de développer des collaborations avec les établissements de leurs territoires respectifs. Dans cette dynamique, a émergé une idée de projet avec le principe d'un concours, le support de l'éloquence et le cadre de l'Agenda 2030 du Développement Durable ; idée à laquelle ont contribué les membres de notre réseau et nos partenaires. Au vu de ces aspects nouveaux pour nous, il nous a semblé important de l'expérimenter dans un périmètre assuré : Le réseau des Maisons Familiales Rurales (MFR).

OBJECTIFS DU PROGRAMME

Ce projet souhaite contribuer au renforcement du pouvoir d'agir des élèves en tant que citoyens du monde solidaires en sensibilisant les élèves aux Objectifs du Développement Durable, en les accompagnant dans une réflexion sur cette feuille de route mondiale et en facilitant les liens entre les acteurs du territoire et les élèves. Il souhaite faire évoluer les savoirs, les savoirs-être, les savoirs-faire et les savoirs-devenir.

ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Ce projet a mobilisé différents domaines d'activités en ce qui concerne le RADSI Nouvelle-Aquitaine : l'information et la communication auprès des établissements et des associations pour mobiliser et ensuite, valoriser les prestations des élèves ; un accompagnement des équipes éducatives et des membres d'associations intégrant de la formation à l'éloquence et aux ODD ; une plateforme numérique ressource ; une trame pédagogique et un suivi régulier et enfin l'organisation des pré sélections et de la finale.

Les membres d'associations ont, quant à eux, réalisé des séquences de sensibilisation en lien avec le sujet choisi (sur la base d'une dizaine de sujets proposés).

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE

En termes quantitatifs, ce projet a touché 192 jeunes, mobilisé 9 référents pédagogiques et impliqué 18 membres d'associations. 32 prestations orales ont été faites au total. 160 heures en moyenne d'intervention. D'un point de vue qualitatif, une trentaine de personnes considèrent que leurs perceptions et connaissances des ODD ont évolué. Les jeunes ont acquis des connaissances sur les ODD à travers des thématiques spécifiques. En revanche, la complexité (interdépendances,

transversalité, indivisibilité) a été perçue mais non appropriée. Les jeunes ont évolué dans leurs capacités à prendre la parole, à travailler ensemble et à se projeter dans une perspective d'engagement (motivation, capacitation, légitimité).

ORIGINALITÉ DU PROGRAMME

Ce projet nous semble intéressant par le fait que "le livrable" du projet relève davantage d'un processus, d'un cheminement qui se concrétise par une prestation orale. Il s'agit d'accompagner des jeunes à avoir un avis argumenté sur un sujet portant sur la citoyenneté mondiale et solidaire, les actions de sensibilisation alimentant leurs réflexions. Ce projet prend le parti de souhaiter faire bouger les lignes de la capacité d'agir des jeunes, considérant que si ces "lignes" ont évolué, ils sauront se saisir et provoquer des opportunités d'engagement. En effet, les jeunes sont auteurs et acteurs : auteur dans le sens où ils posent des avis argumentés et un positionnement en équipe et acteur par le fait qu'ils prennent la parole auprès d'un public. Il s'est agi expérimenter le pouvoir d'agir individuel et collectif. Nous pouvons peut-être noter que ce projet s'appuie sur une mobilisation territoriale pour une alliance éducative avec une dimension pluri acteurs intégrant complémentarité et subsidiarité.

PARTENARIAT(S) DÉVELOPPÉ(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME

Différents partenariats ont été tissés pour permettre à ce projet de voir le jour: un appui-conseil et intervention d'une association spécialisée dans l'éloquence ; une collaboration avec l'association 4D qui a participé à la formation aux ODD ; le réseau des MFR qui a mobilisé les équipes éducatives ; le conseil régional qui a identifié des rencontres où les jeunes ont été ambassadeurs ; des institutions comme le Rectorat et la DRAAF Nouvelle-Aquitaine qui ont contribué par leurs réflexions à son élaboration.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en œuvre du programme :

Nous avons été confrontés à des difficultés de natures différentes :

- Temporalité très courte pour expérimenter ce projet.
- Un positionnement par rapport aux ODD flou (positionnement politique et pédagogique).
- Un principe de compétition et de mise en concurrence contraire à notre approche.
- Une expérimentation collective à l'échelle d'un territoire régional avec des contextes spécifiques.

Solutions adoptées pour répondre aux difficultés et/ou obstacles :

Concernant les ODD, notre projet a évolué dans son lien avec les ODD, d'un "plaidoyer pour les ODD" nous l'avons orienté vers " Quel monde pour 2030 ?" prenant de la distance avec ces ODD et en ayant une réserve sur les ODD comme levier éducatif/ émancipateur. Les ODD relèvent davantage d'un corpus de connaissances à connaître alors que la dimension transformatrice provient davantage du sens dont le préambule « Pour transformer notre monde » est porteur. Les 17 ODD, ce sont les cerises du gâteau, quand chacun, individuellement et collectivement, a partagé les constats, les causes et la conviction qu'il est en capacité d'agir, objectif de l'Education à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

Améliorations futures possibles :

Un travail plus approfondi est envisagé concernant la trame pédagogique pour permettre aux membres des associations de proposer des ateliers comme des actions en faveur de la transformation sociale. Il s'agit à travers cela de sanctuariser le travail d'accompagnement et de suivi.

Nous allons également réfléchir à une cohérence sur le pouvoir d'agir, l'expérience des concours au sein du système éducatif montre que ce principe mobilise et qu'il est ancré dans le système. Nous l'avons conservé tout en ayant une réflexion sur des prix avec un rôle « d'ambassadeurs » : 3 voyages sont envisagés vers des

lieux emblématiques de l'Agenda 2030 permettant une rencontre avec d'autres jeunes impliqués : New York, Bruxelles...

Nous souhaitons aussi permettre aux associations d'intervenir dans des conditions favorables à savoir : une prise en charge des transports par les établissements, un nombre d'heures minimum d'interventions à communiquer auprès des enseignants, une prise en charge financière d'un nombre d'heures de face à face pédagogique.

Présentation des facteurs de réussite et conseils pour une généralisation ou transposition du programme :

Différents éléments nous semblent avoir contribué positivement à ce projet :

- Une réforme du bac intégrant l'éloquence a facilité l'intérêt que les enseignants pouvaient porter à ce projet.
- Une "alliance éducative" entre éducation formelle et informelle
- Une expérimentation à petite échelle pour tester la pertinence du projet
- Un réseau de partenaires bienveillants et engagés
- Une logique d'attention pour pouvoir être en mesure de saisir des opportunités, observer, s'adapter
- Une adaptabilité des associations qui ont "tricoté" leurs séquences à partir des préoccupations et intérêts des jeunes.



La fiche d'expérience

DE LA FADM : FORMER LES ANIMATEURS ET ANIMATRICES EN ECSI POUR SUSCITER DAVANTAGE DE MISE EN ACTION DES PUBLICS EN FAVEUR DES ODD.

Quand quatre associations regroupent leur savoir faire pour proposer des formations généralistes sur l'ECSI : Voici la petite histoire de la WECSI et de la SECSI. Une posture de « facilitatrice-formatrice » au service de quels changements ?

AUTEUR

Erika Girault
Chargée des Formations
e.girault@artisansdumonde.org



ORGANISME

FAdM
Avec Ritimo - Starting Block
FADM : 14 rue de la Beaune - hall A
93100 Montreuil

www.artisansdumonde.org

Nombre de salarié·es : 15
Nombre de bénévoles : 1500
Nombre d'adhérents : 6000



PROGRAMME

Formations annuelles :
1 week-end
et 1 semaine de formation en ECSI

Lieu de réalisation* : Ile de France

Budget : 7700 €+ 12400 €



ORIGINES ET CONTEXTE DU PROGRAMME

En France, une offre de formation aux techniques et méthodes pédagogiques d'ECSI n'existait pas vraiment avant 2010. Les animateurs et animatrices, toujours un peu esseulé·es allaient se professionnaliser (en début de "carrière" ou en cours de carrière) en Belgique chez ITECO en suivant la formation "Eduquer pour coopérer". Les membres d'Educasol aussi d'ailleurs. Certaines salariées d'associations membres d'Educasol se sont connues à cette formation et constatèrent alors que la moitié des 12 places disponibles à chaque session, chaque année, était occupée par des Français-es. ITECO nous a donc suggéré l'idée de mettre en place ce type de formation en France.

C'est ainsi que le premier WECSI a vu le jour en 2010. Il s'appelait alors WEADSI, en référence à l'ancienne

terminologie : Education Au Développement et à la Solidarité Internationale. 3 jours pour découvrir ce que l'on appelait alors l'EADSI. La formation était orchestrée par CCFD-Terre Solidaire ; Ritimo ; Starting Block et la Fédération Artisans du Monde. D'importantes ressources de fond en ECSI sont alors créées à partir des pratiques des animatrices formatrices.

Sous la pression des participant·es, réclamant plus de temps pour aller plus loin et plus en profondeur dans leurs échanges entre praticien·nes à chaque WECSI, la première SECSI a vu le jour en 2017 : le Semaine en Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale. Le WECSI et la SECSI ont lieu chaque année.

Le WECSI est plutôt réservé à la découverte de l'ECSI (outils, thématiques, échanges d'expériences, etc...)

La SECSI est une semaine de formation en ECSI pour aller plus loin : définir son ou ses projet(s) pédagogique(s) depuis l'identification de ses objectifs, choix des méthodes, des approches des outils, questionner son cadre, évaluer

ses projets, évaluer l'impact de ses projets. Une journée et demi est entièrement dédiée au questionnement de sa posture, à la mesure de sa volonté d'influence, à l'impact que cette dernière peut avoir sur les publics, sur ses peurs, attraits et tentations en animation, lorsqu'on est face à un groupe qui semble "boire" les paroles des gentil·les animateurs et animatrices qui apporte du chocolat et qui fait des jeux à la place d'un cours normal.

1 week-end (WECSI) : 9 éditions (1 par an). 3 jours pour découvrir l'ECSI, à destination de 40 animateurs et animatrices débutant·es (bénévoles, volontaires, salarié·es du réseau CRID/Educasol)

1 semaine (SECSI) : 3 éditions (1 par an). 28h pour approfondir, à destination de 15 animateurs et animatrices professionnel·les (bénévoles, volontaires, salarié·es du réseau CRID/Educasol ; dont la moitié en formation professionnelle)

OBJECTIFS DU PROGRAMME

Objectif général de la SECSI et du WECSI :

Renforcer ses capacités, améliorer ses pratiques en ECSI pour créer du pouvoir d'agir

Objectifs pédagogiques :

WECSI :

- acquérir des techniques, de la méthodologie expérimenter des outils ;
- s'approprier les enjeux de l'ECSI et sa dimension politique, découvrir et échanger des pratiques entre pair·es ;
- être capable de construire et animer une ou de(s) séquence(s) éducative(s) adaptées à son public.

SECSI :

- approfondir ses connaissances en méthodologie de l'ECSI ;
- analyser et améliorer sa posture en animation ;
- être capable de construire un projet pédagogique de A à Z en y intégrant des éléments de posture.

ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Mise en place de 2 sessions de formation (1x21h + 1x28h) par an = renforcement des compétences en ECSI de 55 personnes chaque année.

Création de ressources pédagogiques aujourd'hui utilisées par beaucoup de praticien·nes, bien souvent adaptées des fiches méthodologiques d'ITECO (identifier ses objectifs, les chemins de l'engagement, construire et planifier son débriefing, etc.) ;

Création de séquences éducatives (arpentage du film La Vague ; les générations de l'ECSI ; Walking Gallery sur l'éducation populaire, le cerveau global en pédagogie du traquenard, etc.)

RÉSULTATS ET IMPACTS, QUANTITATIFS ET QUALITATIFS, DES ACTIONS MISES EN ŒUVRE

Évaluation de l'impact :

Je n'ai pas à ce jour achevé l'évaluation de l'impact de la SECSI. J'ai seulement recueilli 10 témoignages sur les 31 participant·es à la SECSI (2017 + 2018). Par ailleurs, je m'interroge sur les informations transmises dans les questionnaires retournés : ne seraient-ils pas ceux des personnes qui ont le plus apprécié la SECSI ? Auraient-ils répondu s'ils n'avaient pas du tout apprécié ? Ainsi : les personnes qui n'ont pas répondu, l'ont-elles fait parce que justement elles n'ont pas apprécié, ou pour toute autre raison.

Évaluation de l'action :

WECSI : organisé chaque année depuis 2010. Toujours beaucoup de participant·es (un peu moins en 2019) - questionnaire de satisfaction et recueil des humeurs en fin de formation.

SECSI : organisée chaque année depuis 2017. Évaluation par suivi individuels tout au long de la semaine (diagnostic le premier soir ; évaluation à mi-parcours le 3è jour et évaluation finale le dernier jour), sous forme d'entretien en tête à tête : environ 30 minutes/stagiaire.

ORIGINALITÉ DU PROGRAMME

À ma connaissance, peu d'autres sessions de formation en méthodologiques ECSI, intégrant des éléments de posture existent en France.

3 réseaux se sont regroupés pour le faire (nous avons perdu le CCFD-Terre solidaire en chemin).

La SECSI a été créée à la demande des participant·es au WECSI : de pouvoir aller plus loin et disposer de plus de temps.

PARTENARIAT(S) DÉVELOPPÉ(S) DANS LE CADRE DU PROGRAMME

Renforcement des partenariats avec Ritimo et Starting Block au sein d'Educasol. Le succès de ces formations repose sûrement sur le fait que les structures poursuivent les mêmes finalités quant à l'ECSI et qu'elles partagent la même vision politique de l'ECSI.

Une convention triennale est signée entre les partenaires. L'existence même des WECSI/SECSI n'a jamais été remise en cause.

Notre idée cachée du départ était que nos réseaux de militant·es se reconnaissent ! Les jeunes de Starting Block pouvaient rencontrer les jeunes retraité·es du CCFD et d'Artisans du Monde et une fusion militante se produisait toujours : les jeunes étaient ému·es de pouvoir rencontrer des personnes qui s'étaient mobilisées en



68, et les ancien·nes rav·es de constater la créativité et le dynamisme des jeunes étudiant·es. Cette alchimie a souvent été fortement appréciée dans les questionnaires de satisfaction.

À noter qu'en 2016 le CCFD Terre Solidaire se désengage.

RETOUR D'EXPÉRIENCE

Difficultés et/ou obstacles rencontrés durant la mise en œuvre du programme :

- Très chronophage en temps de travail concernant la logistique (inscriptions et communication) pour l'organisation qui s'occupe des inscriptions.
- Sur le fond : au début, un peu de difficultés pour répartir les temps formatifs entre Wecsi et Secsi, sachant que certain·es participant·es suivent les 2 formations.
- Difficultés aussi pour dégager du temps pour préparer en amont les divers temps formatifs. En effet : on a souvent préféré créer des ressources à partir de nos pratiques plutôt que pris le temps de consulter la littérature déjà existante (existe-t-elle seulement, même pas le temps de le savoir). Aussi, le caractère empirique des enseignements peut être critiqué. Nous aurions besoin de sciences et de période d'étude.

C'est ainsi que nous avons choisi d'adopter une posture de facilitatrices-formatrices.

Améliorations futures possibles :

Avoir le temps de se former soi-même pour pouvoir mieux former les animateurs et animatrices. Nous aimerions peut-être pouvoir dispenser cette formation en tant que formation certifiante. Cela permettrait de valoriser le métier d'animateur ou animatrice ECSI souvent très précaire ! Réussir à évaluer l'impact (avoir le temps d'évaluer l'impact de nos formations) et donner envie aux participant·es d'évaluer l'impact de leurs projets pédagogiques aussi.

Idée de sujet(s) de recherche fondamentale ou appliquée, utile(s) pour le présent programme :

- Réussir à évaluer l'impact (avoir le temps d'évaluer l'impact de nos formations)
- Recherche action pour savoir si la sensibilisation conduit à la conscientisation, à l'émancipation, et à la mobilisation et si la mobilisation nourrit vraiment la sensibilisation... Ce cercle vertueux est-il le chemin direct de la puissance d'agir ? Quelles sont les contributions de nos mouvements, de nos actions dans cette spirale de la transformation sociale ?

Partie Quatre

CLÔTURE DU PARCOURS

Au fil du parcours, les acteurs de l'ECSI ont amorcé la construction d'une vision partagée des ODD autour des éléments suivants

PAR ANNE KABORÉ LEROY (EDUCASOL)

1. Une approche critique des ODD

Les ODD sont un parfait exemple de langue de bois déconnectés des enjeux réels de pouvoir. Qui peut être contre la prospérité et vouloir sauver la planète ? C'est une liste d'aspirations et non d'objectifs car pour cela il aurait fallu se doter d'une stratégie et tenir compte des dynamiques sociales.

Tout ce qui différencie les cultures est évacué. Les ODD sont une projection d'un idéal occidental. Leur opérationnalité est fortement questionnée. Ils induisent de la segmentation. L'approche par ODD a balayé l'approche par les droits en ne précisant pas les moyens pour atteindre ces objectifs, cette tendance étant aggravée par la production d'indicateurs. Enfin certains des objectifs en tant que tels sont critiquables.

Il n'y a dans les ODD aucune référence au changement (ni individuel ni collectif) mais le changement est implicite. C'est une transformation sociale profonde qui est nécessaire si on veut atteindre les Objectifs. Identifier les conditions préalables au changement comme projet des humains qui engage leurs actions est nécessaire.

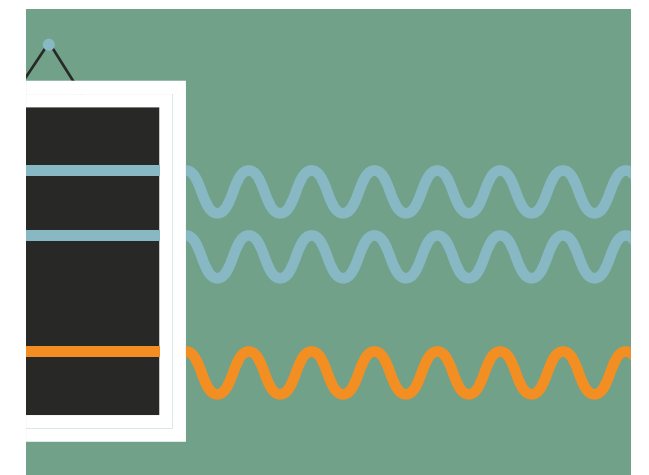
Par ailleurs, des aspects positifs concernant les ODD ont été évoqués : leur dimension inclusive et participative (certains acteurs ont été associés à leur production tout au moins dans les limites d'un ODD) ; la rencontre des acteurs développementalistes et environnementalistes qu'ils ont permise ; l'approche globale et non plus Nord/Sud qu'ils portent.

2. Un cadre dont il faudrait faire bouger les lignes

La manière dont les acteurs, quels que soient leur statut, abordent les ODD est révélatrice d'une double instrumentalisation entre bailleurs et ONG (« on est coincé dans un système qui nous contrôle »).

La majorité des associations représentées par les participants soit intègrent les ODD dans leur projet associatif, soit font de la promotion des ODD leur objet social, soit s'y réfèrent pour construire des programmes d'ECSI et de plaidoyer ou pour rendre compte de leurs

activités auprès des bailleurs. Les ODD ont pu être présentés comme irrigant l'association, prétexte pour favoriser la transversalité et même élément déclencheur d'un processus de transformation interne de la gouvernance et des missions de l'association. La notion d'ODD comme politique publique internationale a été utilisée. D'autres disent faire peut-être des ODD sans le savoir, ou en tout cas ne s'affichent pas sur les éléments de langage des ODD. D'autres enfin « surfent sur le créneau des ODD », lesquels sont des références obligées de la communauté internationale et des sources de financements. Cette dernière posture apparaît comme le plus petit dénominateur commun. A noter que si on peut parler de changement social implicite portés par les ODD, dans la cosmétique, ce que demandent les bailleurs c'est de parler des ODD et pas de changement social. Ce ne sont pas les ODD qui impulseraient le changement mais bien l'ECSI. Donc oui l'ECSI pourrait contribuer à l'atteinte des ODD mais ce n'est pas une fin en soi.



Les ODD seraient donc un « cadre » dont – pour certains – on serait « acteur et redevable » et dont – pour tous ou presque – il faudrait faire bouger les lignes...

Un débat approfondi et élargi à d'autres acteurs devrait permettre d'affiner la représentation commune que les acteurs de l'ECSI ont des ODD et d'approfondir ces analyses sur la base des questionnements soulevés dans les deux textes suivants.

Ce que nous avons appris, échangé, partagé pendant ce parcours articulé autour des ODD et des pratiques de nos différents organisations

PAR JACQUES OULD AOUDIA

1. Richesse des ONG et des personnes participantes

2. Tension attendue entre désir d'expression des personnes autour de la table et désir d'exposé des animateurs

3. Tension attendue pour les ONG participantes entre grands enjeux mondiaux et pratiques sur le terrain.

4. Les ODD sont apparues dans leur ambivalence :

a. Dans le champ des rapports institutionnels (avec les bailleurs et les partenaires publics) : c'est un cadre de référence « obligé »

b. Dans le champ du travail sur le terrain : c'est une matrice qui permet de prendre en compte la complexité, l'interdépendance entre les thèmes d'actions

c. Sur le fond, les ODD sont un catalogue de vœux qui marquent un pas en avant par rapport aux ODM (prise en compte de l'unicité des enjeux environnementaux et de développement), mais :

- c'est un cadre implicitement très normatif (approche par l'individu : exemple de la pauvreté)
- qui nie la culture (uniformité des sociétés et des individus)
- qui ne prend pas en compte le collectif donc l'Etat
- qui ignore les forces sociales et leur emprise sur les « vœux » énoncés : c'est un outil non opérationnel.
- qui hypertrophie la dimension quantitative avec le foisonnement des indicateurs dont on sait qu'ils ne sont pas neutres, mais chargés de normativité souvent non perçue (par exemple en confondant dispositif institutionnel spécifique et forme institutionnelle universelle)



5. On a effleuré des grandes catégories : universel, culture, changement.

Universel : jusque-là, instrument de domination du Nord sur le Sud

- a. D'autres propositions universalistes sont présentes :
- Celle, ultra dominante, du néo-libéralisme : l'homo oeconomicus et identique partout et de tous temps. Indépendant des cultures, de l'Histoire.
 - Celle de l'islamisme radical

b. Comment faire pour promouvoir « un universel qui soit vraiment universel », riche des diversités des cultures ? Immanuel Wallerstein, Achille Mbembe, Felwine Sar... C'est le défi majeur des relations internationales du XXI^e siècle avec celui des migrations et du rapport à l'Autre (les deux sont liés). Immense difficulté au Nord d'abandonner la posture de domination, malgré la bienveillance. La recherche d'un universel vraiment universel ne pourra donc s'effectuer que dans une confrontation aux autres, dans une élaboration collective (parfois non exempte de conflictualités). Changement dans les mots : « accompagnement », « réciprocité », « partenaires »... Mais observons comment le mot « coopération » a perdu son sens et s'est réhabillé d'un contenu de domination (les « coopérants » en substitution des fonctionnaires locaux..., la coopération internationale...) au point que ce mot est de moins en moins utilisé.

c. Comment situer notre travail d'ONG dans ce champ de l'universel ? Comment faire avec des normes contradictoires et en concurrence, là-bas et ici, dans la pratique quotidienne ? Comment apprendre à vivre (ici et là-bas) avec nos différences ? de genre, de couleur, de croyances, de pratiques sociales ?

Culture : comment agir ensemble avec des cultures différentes ?

Culture et Identités. Culture facteur d'identité. Identités fermées ou ouvertes (« Ancré et Ouvert ! »)

Changement : glissement du « développement » au ww« changement ». Quelle signification ?

a. Changement pour les autres ? Et si on s'interrogeait sur nous et notre désir/capacité de changement ?

b. Résistances au changement :

- Celles des insiders qui défendent des intérêts
- Celles des populations qui défendent leur traditions, celles qui les ont fait « tenir » depuis des siècles
- Celles des personnes qui défendent leur identité face aux apports extérieurs perçus comme imposés (avec la supériorité symbolique, matérielle, technologique du Nord...)

c. Changements endogènes et exogènes : changements portés par les projets... et changements dans l'environnement de nos projets : démographie, urbanisation, élévation du niveau d'éducation, mais aussi grandes politiques publiques (ex de la décentralisation qui modifie en profondeur notre travail sur le terrain)

Cloisonnement des savoirs : on a séparé l'étude du beau (l'esthétique), du bien (la morale) et du vrai (la science)

Conflits : comment rendre les conflits féconds ? C'est-à-dire des conflits qui font progresser toutes les parties prenantes du conflit ? Instaurer le « conflit démocratique ».

6. Comment nommer le grand changement qui affecte Nord et Sud et leurs relations ? Et comment faire le lien avec les pratiques de terrain ?

Ces questionnements ne sont pas ou sont mal formulés dans toutes les organisations qui travaillent à l'international.

Du côté des organisations publiques : MEAE (ex de la Direction de la Mondialisation), AFD, Banque Mondiale, FMI etc... grande confusion dans ces organisations publiques. La BM n'a plus de doctrine de développement, depuis le fiasco de « la Bonne Gouvernance » (2005) !

- Irruption de la sécurité dans le thème du développement. Menace du faible au fort...
- Emergence, au Nord et au Sud, de régimes autoritaires, le plus souvent issus d'élections non contestées : Erdogan, Bolsonaro, Trump, Netanyahu, Orban, Salvini, Modi, Duterte, Sissi... La mondialisation libérale provoque des attaques **sociales** (chômage, inégalités)

et identitaires qui provoquent ce besoin de sécurité (sociale et économique : protectionnisme), d'ordre (moral), de repères identitaires : montée des régimes autoritaires, recul de la démocratie, y compris au Nord

- Recul de la pensée progressiste qui ne trouve pas de réponse à la crise du capitalisme et qui ouvre ainsi la voie aux formes autoritaires de conduite des sociétés.
- Mouvements de fond qui bouleversent les sociétés : émergence contrariée de l'individu, urbanisation qui dilue les liens sociaux, accès aux moyens digitaux.
- Dans les pays et communautés de culture musulmane, l'islamisation des imaginaires est une réponse à ces bouleversements.

Difficulté supplémentaire : mondialisation et maintenant mouvement de démondialisation ? Attaques violentes contre le multilatéralisme libéral... le grand débat est situé à droite de l'échiquier politique.

Du côté des ONG. Comment se ressentent, se formulent ces bouleversements et ces questionnements ?

- Quel rôle des plateformes (C Sud...) dans l'organisation de la réflexion sur ces changements ?
- Intuition d'une modification de l'approche ONG de l'AFD (?)
- Comment adresser ce questionnement sans rester dans la stratosphère ?
- Comment faire le lien avec la pratique sur le terrain ?
- Comment vivre nos relations avec nos « partenaires » du Sud ?

Quid de la dimension mondiale via les ODD ? Les ODD ne rendent pas compte des bouleversements à l'échelle mondiale. Il faut intégrer dans l'approche des ODD une réflexion sur ces bouleversements.

7. Le temps pour prendre du recul et réfléchir ?

« N'ayant plus d'objectifs clairs, ils redoublèrent d'activité » propos en off d'un cadre du Trésor.

- Changement pour les autres ?
- Et pour nous ?

.....
Prendre du recul, desserrer l'étau du temps.
.....
Professionnalisation, perte de sens, recul du militantisme...
.....
Souffrance au travail.
.....
Rendre plus sincères nos relations avec les bailleurs : demande des ONG ? demande des bailleurs ?
.....
Demander qu'un temps de réflexion/formation/partage soit inscrit dans chacun de contrats passés avec les bailleurs.
.....
Questionner les mots : Universel, culture, changement, démocratie, développement, pauvreté, inégalités, corruption...
.....

Les questions à reprendre dans l'avenir

PAR SOPHIA MAPPA

1. Universalité et cultures

- Serait-il possible d'avoir une universalité dans la diversité ? A quelles conditions ?
- L'homogénéisation des cultures est-elle possible ?
- Peut-on être « dans le même moule » si on est socialisé dans des cultures différentes ?
- Que signifie en vrai l'interculturalité ?
- Pourquoi dans les concertations internationales c'est le consensus qui l'emporte à la place du débat ?

2. Le changement social

- L'absence des frontières entre identités, métiers ou cultures peut-elle amener du changement ou, au contraire, est-ce leur affirmation qui est facteur de changement ?
- Si le conflit des idées et la tension entre ce qu'on veut changer et le nouveau sont des conditions du changement, s'autorise-t-on le conflit dans nos sociétés, en l'occurrence en France ?
- Les émotions peuvent-elles créer du changement ? Sont-elles une bonne direction ?
- Que signifie l'usage du terme « ressenti » à la place du terme « pensé » aujourd'hui ? (« que ressentez-vous » à la place du « que pensez-vous » ?)
- Les ONG de l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationales visent-elles la transformation individuelle ou collective ? Quelle articulation entre les deux ?
- Peut-on changer un individu né et socialisé dans une culture différente de la sienne ? Si oui, comment ?
- Comment peut-on se changer soi, a fortiori lorsqu'on se propose de changer les autres ?
- Que signifie le changement par l'intérieur et par le « bas » d'une société ?

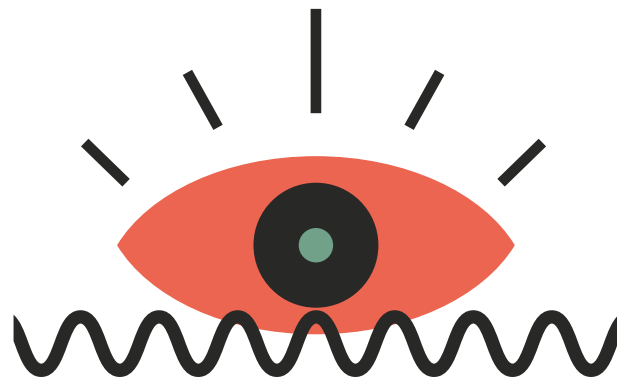
3. Cultures, changement et sociétés

- Pourquoi l'émiettement et la fragmentation (y compris intellectuelle) de nos sociétés. Que faut-il pour en avoir une approche globale et transversale ?

- Pourquoi la fragmentation des ONG ? De quoi dépend leur survie ?
- Que signifie l'opposition de la tradition et de la modernité ?
- Que signifie la pensée critique ?
- Qu'est-ce qu'un mouvement social ?
- Qu'est-ce qu'une masse significative d'acteurs ?

4. Questions qui n'ont pas été débattues

- Comment on comprend une culture ? Comment on la capte ? Par exemple, comment comprendre le sens qu'a le terme d'émancipation en France ou au Burkina Fasso ?
- Est-ce que la volonté largement partagée aujourd'hui de prétendre à l'universalité est un pas positif ? Exemple, « nous sommes tous des citoyens du monde » ?
- Quel est le noyau d'un système à partir duquel tous les autres dérivent ? Si c'est l'individualisme pour l'Occident comment on agit pour que ça change ? Par exemple, abandonnons-nous les méthodes éducatives globales en faveur des méthodes individuelles, comme on dit le faire souvent ?



Quelques-unes des références citées durant le parcours

- Appiah, Anthony, « *Cosmopolitanisme* », Pinguin, 2015. www.goodreads.com/book/show/251001.Cosmopolitanism
- Badie, Bertrand, « *Nous ne sommes plus seuls au monde* », La découverte.
- Malouf, Amin « *Les identités meurtrières* », Grasset, 1998.
- Mappa, Sophia « *Le changement social. La cité grecque interpelle les politiques occidentales* », L'Harmattan, 2018. Voir vidéo de présentation in www.educasol.org
- Ould Aoudia, Jacques « *SUD ! Un tout autre regard sur la marche des sociétés du Sud* », L'Harmattan, 2018.
- Tetric Boris, « *On a mangé nos moutons - Le Kirghizstan, du berger au businessman* », Belin, 2013.
- Modes de production & de consommation responsables. Le commerce équitable est-il un outil efficace pour atteindre les ODD, Revue Equité n°21 mars 2019, Fédération Artisans du Monde.
- « *Travailler les questions de méthodes pour préciser les enjeux de l'ECSI* », article de Sophia Mappa in Etat des lieux de l'ECSI – Edition 2018. www.educasol.org/Etat-des-lieux-de-l-education-a-la
- « *TINA DAECH vont en bateau* », article de Jacques Ould Aoudia. www.jacques-ould-aoudia.net/tina-et-daech-vont-en-bateau
- « *L'homme qui a mangé la terre* », film de Jean-Robert Viallet. www.arte.tv/fr/videos/073938-000-A/l-homme-a-mange-la-terre
- « *Pour le meilleur et pour l'ignon* », film de Sani Elhadj Magori. Collection Lumière d'Afrique www.film-documentaire.fr/4DACTION/w_fiche_film/23629_1
- Charte de la coproduction équitable. www.lumieremonde.org/wp-content/uploads/2013/10/CHARTÉ-Coprod-équitable.pdf

Du mois de mai au mois de juillet 2019, Educasol, la plateforme française d'Education à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI), a organisé un parcours d'animation-formation consacré à l'interaction entre Objectifs du Développement Durable et Education à la Citoyenneté et à la Solidarité internationale. Trois angles d'analyse ont été priorisés : culture et universalité, transversalité et territoire, et enfin la question du changement.

L'étendue des thématiques abordées a favorisé l'émergence de questionnements d'intérêt commun qui mériteraient un travail en collectif approfondi.

Ce parcours a mobilisé deux membres du Conseil Scientifique d'Educasol. Il est au croisement des dynamiques portées par l'Observatoire et le Laboratoire de l'ECSI, espaces de valorisation des acteurs et pratiques d'ECSI ainsi que d'expérimentation de démarches innovantes. Initiés par Educasol ces espaces sont ouverts aux acteurs désireux d'impulser collectivement l'ECSI dans le débat public et au sein de la société civile.

Un partage d'expérience qui s'appuie sur la démarche proposée par :



Avec le soutien de :

